

MARS 2023

RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

«METTONS FIN AUX VSBG CHEZ NOUS MAINTENANT»

Ce projet mis en oeuvre en RDC dans la province du Nord-Kivu par la Dynamique des Femmes Juristes (DFJ), une organisation de la société civile pour une période de 3 ans allant du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2022 financé par UN Trust Fund pour un montant global de 1 275 860 USD.

*cette mission d'évaluation est menée par
SCAAFi pour un montant de 19 734 USD*

Présenté par **Prof. Mme Eugenie KABALI**
Administratrice, Directrice Générale SCAAFi
Dr. Didier BERTRAND
Consultant Principal Assurance Qualité



Table des matières

Table des matières	2
RESUME ANALYTIQUE.....	7
I. Brève description du projet évalué	7
II. Brève description du contexte.....	8
III. Finalité et objectifs de l'évaluation	9
IV. Public cible.....	10
V. Description de la méthodologie choisie	10
i. RAISONS AYANT DETERMINE LE CHOIX DE CETTE METHODE	10
ii. SOURCES DES DONNEES UTILISEES.....	11
iii. METHODES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES.....	12
iv. PRINCIPALES LIMITES DE L'ÉVALUATION	13
VI. Principales constatations	13
VII. Conclusions.....	18
VIII. Recommandations clés.....	19
1. CONTEXTE DU PROJET	21
1.1. Description du projet.....	23
1.2. Tableau n° 1 : Théorie de changement	25
1.3. Tableau n° 2 : Bénéficiaires et partenaires	28
1.4. Tableau n° 3 : Budget et dépenses du projet.....	31
2. FINALITE ET OBJECTIF DE L'EVALUATION	32
2.1. Portée de l'évaluation	33
2.2. Principales limites de l'évaluation	34
2.3. Équipe d'évaluation	34
2.4. Plan de travail.....	37
2.5. Questions d'évaluation.....	38
3. METHODOLOGIE D'EVALUATION.....	39
3.1. Sources de données utilisées	39
3.2. Description des méthodes de collecte et d'analyse des données	42
3.2.1. Approche qualitative.....	42
3.2.2. Approche quantitative	43
3.2.3. Analyse des données qualitatives.....	44
3.2.4. Analyse des données quantitatives	44
3.3. Description de l'échantillonnage	45

4. DESCRIPTION DES ASPECTS ETHIQUES PRIS EN COMPTE DANS L'EVALUATION.....	46
4.1. Aspects transversaux.....	46
4.1.1. Sensibilité aux conflits et prise en compte du genre et du handicap	46
4.1.2. Do no harm/"Ne pas nuire"	47
4.1.3. Approche participative et inclusive	47
4.1.4. Respect des cultures locales.....	47
4.1.5. Sensibilité à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels.....	47
4.1.6. Protection des parties prenantes à l'évaluation.....	47
4.1.7. Considérations éthiques et confidentialité des données collectées.....	48
5. RESULTATS : CONSTATATIONS ET ANALYSE PAR QUESTION D'EVALUATION.....	49
CRITERES D'EVALUATION D'IMPACT	64
CRITERE D'EVALUATION : PRODUCTION DES CONNAISSANCES.....	71
ÉGALITE DES SEXES ET DROITS HUMAINS.....	74
6. CONCLUSION D'EVALUATION.....	77
7. RECOMMANDATIONS.....	83
ANNEXES.....	89
Analyse quantitative partenaires Opérationnels	89
Analyse quantitative L'IMPACT AVEC Bénéficiaires primaires et secondaires.....	89
Analyse quantitative USAGERES DES SERVICE JUDICIAIRES	89
Analyse qualitative bénéficiaires primaires et secondaires	89
Évaluation de cadre de résultats et indicateurs du projet	89
NOMBRE TOTAL DES BÉNÉFICIAIRES TOUCHÉS PAR LE PROJET	89

Liste des acronymes et des abréviations

AGR	Activités Génératrices des Revenus
AVEC	Association villageoise d'Epargne et de Crédit
CàD	C'est-à-dire
CAF	Chargé de l'Administration et finances
COVID-19	Corona Virus
DFJ	Dynamique des Femmes Juristes
DIM	Direct implementation
Dr	Docteur
EAC	East African community
FGD	Focus Groupe de Discussion
F	Femme
H	Homme
USD	Dollars américains
UN Trust Fund	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes
LICO	Ligne-Colonne
M&E	Monitoring and Evaluation
M23	Mouvement du 23 Mars
ONGi	Organisation Non Gouvernementale internationale
OSC	Organisation de Société Civile
PEC	Prise en charge
Prof	Professeur
RDC	République Démocratique du Congo
SAA	Social Analysis and Action (analyse sociale et action en français)
SCAAFI	Study, Consultancy, Audit and Analysis Firm
VFFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles et Basées sur le Genre
ZS	Zone de Santé

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien total et la participation de nombreuses personnes.

Des remerciements particuliers sont dus aux autorités : administrateurs des territoires, aux agents du ministère et de la division provinciaux et des services territoriaux en charge du genre, famille et enfant qui ont répondu à toutes nos questions et permis de rencontrer les populations cibles.

Nous sommes très reconnaissants envers le personnel de DFJ pour son accompagnement tout au long de la mission d'évaluation, y compris sur terrain et de leur aimable attention.

Un grand merci également à tous les informateurs qui ont donné de leur temps pour nous fournir des informations précieuses ainsi qu'aux enquêteurs enthousiastes qui nous ont soutenus dans la collecte de données dans des conditions difficiles, nous avons beaucoup appris d'eux et ils ont été très actifs pour faciliter cette mission à bien des égards.

Un remerciement tout spécial et notre entière admiration à tous ces bénévoles adultes qui se sont tant investis pendant 3 années. Ces femmes et ces hommes ont été la colonne vertébrale de ce projet qui s'appuie sur elles/eux pour générer les changements sociaux, identifier les victimes ou survivantes de violences, signaler et accompagner les cas, donner des conseils et lutter contre les discriminations liées au genre et contre les VFFF : discuter avec eux, écouter leur expérience a été extrêmement intéressant et émouvant.

Les partenaires ont partagé des souvenirs sincères de leur expérience de terrain qui ont nourri le contenu de cette évaluation en fournissant des informations très pertinentes.

Nous sommes également reconnaissants pour l'engagement extrême à :

M. Murhula Biringanine, consultant team leader dans cette mission, Technicien et Développement Rural, Expert dans la conduite des évaluations des projets et programmes, Conseillé en Moyens des subsistances et Spécialiste en protection de l'enfant.

Didier Stephan Bertrand, consultant principal et responsable de l'assurance qualité dans cette mission, et Chercheur en sciences sociales et santé, spécialiste MEAL, chercheur et expert des questions des violences sexuelles et fondées sur le genre, CSTC, TIP et ECM.

Leur rôle a été déterminant pour mieux encadrer l'analyse des données tout en fournissant des conseils techniques et en partageant leur expertise approfondie dans les questions des violences sexuelles et fondées sur le genre ; en outre nous les remercions pour leur soutien et pour des conseils constants et proches à l'équipe dans le domaine de recherche et d'écriture.

Loick Bihango, spécialiste expérimenté de l'aide humanitaire avec un accent technique sur le suivi et l'évaluation, lui qui a été la charpente de cette mission pour avoir bien coordonné les activités sur terrain, assurer le traitement et analyses des données ; offrant un excellent soutien statistique, il a co-formé des enquêteurs et les a suivis quotidiennement sur le terrain.

Ce rapport d'évaluation a été élaboré par une équipe d'évaluateurs externes indépendants. L'analyse présentée reflète les opinions des auteurs et ne représente pas nécessairement celles de DFJ, de ses partenaires ou du Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

RESUME ANALYTIQUE

I. Brève description du projet évalué

Le projet « Mettons fin aux VBG chez nous maintenant » a été conçu et mis en œuvre par la Dynamique des Femmes Juristes (DFJ) avec le financement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles. Ce projet a été mis en œuvre du 1^{er} décembre 2019 au 30 novembre 2022, période couverte par l'évaluation.

Il a été mis en œuvre dans six zones de santé : zones santé de Lubero et Kayna (en territoire de Lubero), de Rutshuru, Binza et Rwanguba (en territoire de Rutshuru) et de Nyiragongo (en territoire de Nyiragongo) situées dans la province du Nord Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Le projet s'est engagé à contribuer à adresser deux grandes formes des violences à l'égard des femmes et des filles et à leur sécurité contre les violences sexistes dans les ménages.

- La violence dans la famille, avec deux manifestations des violences particulièrement visées : la violence physique appartenant aux violences conjugales et le mariage forcé appartenant aux pratiques nuisibles.
- La violence à l'égard des femmes dans la communauté, avec la violence sexuelle infligée hors du couple.

Les cinq principaux résultats dans le cadre de ce projet étaient les suivants :

- Des structures, normes et pratiques sociales qui offrent une protection contre les VFFF et qui en réduisent les risques de récurrence sont construites par les ménages, les dirigeants-es communautaires, et celles entretenant des inégalités hommes-femmes et les VFFF changent et deviennent inacceptables.
- Les hommes et garçons changent de comportement et deviennent des partenaires engagés au sein/aux côtés des structures communautaires pour la transformation des normes/pratiques sociales nuisibles et pour la négation communautaire des VFFF.
- La réponse des institutions judiciaires aux violences sexuelles et physiques contre les femmes et filles dans les zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Rwanguba et Nyiragongo au Nord Kivu est améliorée.
- La participation des femmes et filles dans les processus de négociation pour la transformation des normes et pratiques sociales discriminatoires à leur égard, des normes de genre et dans la revendication de leurs droits aura augmenté d'ici fin novembre 2022.
- La DFJ est renforcée institutionnellement pour répondre de manière durable à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises tout en maintenant ou en adaptant les interventions existantes pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus vulnérables.

La stratégie de mise en œuvre du projet a reposé sur les piliers ci-après :

- ➔ Mobilisation communautaire pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires, sources d'inégalités hommes-femmes. Ce travail de plaidoyer communautaire est fait à travers des groupes de volontaires communautaires mobilisés, formés et appuyés par le projet. Ces hommes et ces femmes constituent le levier fondamental pour les changements recherchés à travers le résultat intermédiaire 1. Un soutien et mentorat continu est apportés à ces catalyseurs locaux essentiels, et aux actions et groupes de discussion qu'ils initient par le projet et son personnel.
- ➔ Travail spécifique avec les hommes et les garçons sur le changement de comportement, des pratiques, d'attitudes et de perception vis-à-vis des femmes et des VSBG à leur égard et pour la reconnaissance unanime des VSBG comme une violation grave des droits humains inacceptable mais évitable. L'approche transformer les masculinités a permis à plus de 43 000 personnes (hommes et femmes) de suivre un cursus de six semaines sur la transformation positive des masculinités.
- ➔ Organisation des cliniques juridiques mobiles et cercles d'alphabétisation juridique utilisés comme des espaces sécurés pour les femmes et les filles.
- ➔ Rapprocher la justice des femmes et filles ayant survécu aux VSBG en mettant en profit nos cliniques juridiques opérationnelles et en les implémentant dans les zones jusque-là non couvertes par ces structures, en organisant des cliniques juridiques mobiles et en appuyant la justice dans la tenue des audiences foraines dans les zones rurales.
- ➔ Assistance en justice en faveur des femmes et filles ayant survécu aux violences Durant toutes les phases de la procédure.
- ➔ Renforcement des capacités institutionnelles de la DFJ pour plus de résilience face aux crises diverses et de son personnel pour le maintien des actions de lutte contre les VFFF durant les crises. Ceci passe par le renforcement, l'adaptation et/ou la mise en place des politiques, procédures qui soient flexibles et qui s'adaptent aux changements contextuels.

II. Brève description du contexte

Dans la mise en œuvre de ce projet, la DFJ a collaboré avec plusieurs partenaires et parties prenantes, notamment, les volontaires communautaires, le sous-cluster VBG Hub Nord-Est, la Division provinciale du Genre, la division provinciale des affaires sociales et des coordinations des interventions dans les zones de mise en œuvre du projet, des femmes/filles membres des structures communautaires locales, y compris les autorités locales.

Le projet a évolué dans un contexte évolutif caractérisé par une instabilité récurrente. Des crises se sont succédé, ce qui a affecté, mais pas de manière significative, les activités dans certaines zones de santé. Ce qui, probablement, pourrait affecter les résultats. La crise liée à la pandémie de COVID-19 et les autres crises en cours dans les zones ciblées par le projet, y compris l'Etat de siège décrété dans la province de mise en œuvre du projet depuis le 06 avril 2021, l'éruption volcanique du volcan Nyiragongo du 22 mai 2021 ainsi que les affrontements armés violents et meurtriers n'ont pas rendu impossible la réalisation des activités et des changements et de l'impact recherchés grâce notamment aux mesures d'adaptation institutionnelle et opérationnelle financées, à titre complémentaire, par le projet. Cependant,

au regard de la crise qui est montée en intensité au cours du dernier trimestre de la mise en œuvre du projet, ces crises vont certainement avoir un impact négatif sur les résultats et sur leur durabilité.

La crise liée à la pandémie de COVID-19 a affectée la possibilité de mettre en œuvre certaines activités du projet sur l'ensemble des zones couvertes, mais grâce au financement supplémentaire obtenu du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles pour adapter le fonctionnement de la DFJ en tant qu'institution et la mise en œuvre du projet au nouveau contexte.

Les affrontements armés entre l'armée nationale et le M23 d'abord dans la zone de santé de Nyiragongo sont venus empirer une situation déjà critique. A ce jour, les femmes dans les sites de déplacement (sinistrés de l'éruption volcanique et déplacés suite aux affrontements armés) manquent de tout, y compris la nourriture si bien qu'on enregistre actuellement des décès dus à la faim parmi les femmes.

III. Finalité et objectifs de l'évaluation

D'une manière générale, l'objectif de cette évaluation finale est d'apprécier les résultats du projet ainsi que l'impact des actions menées par rapport aux objectifs visés. De plus, il s'agit de tirer les principaux enseignements de l'intervention et de formuler des recommandations pratiques concernant la poursuite d'une éventuelle nouvelle phase du projet.

D'une manière spécifique, l'objectif de la mission d'évaluation finale est

- D'évaluer le projet dans son intégralité par rapport aux critères d'efficacité, de pertinence, d'efficience, de durabilité et d'impact, de production de connaissances ainsi que par rapport aux critères transversaux d'égalité des sexes et de droits humains ;
- D'identifier les enseignements clés et les bonnes pratiques prometteuses ou émergentes dans le domaine de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, à des fins d'apprentissage.

Le rapport d'évaluation a revisité les théories du changement qui ont animé le projet et les a confrontées aux résultats et discours des bénéficiaires.

Cette évaluation a été une occasion spéciale pour documenter, mettre en exergue et valoriser les connaissances produites par pour le besoin d'apprentissage dans le domaine de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles en vue de contribuer à l'amélioration des interventions de l'organisation bénéficiaire, des autres intervenants et contribuer à l'amélioration du cadre des financements. Cet apprentissage concerne à la fois les approches utilisées dans la mise œuvre du projet, les processus et tous les autres aspects pertinents du projet. Cette évaluation est au service de tous les acteurs, qu'il s'agisse des décideurs, des opérateurs, des gestionnaires de programmes ou des bénéficiaires des actions.

IV. Public cible

Le public cible de l'évaluation fut celui même du projet y compris les partenaires de DFJ et les personnels engagés dans le projet.

Les catégories des femmes et filles (2794) bénéficiaires primaires de ce projet sont :

- Les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur les genre et masculinités
- Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire Les femmes et filles en général.

Les catégories des bénéficiaires secondaires de ce projet sont

- Les hommes et garçons ciblés par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet.
- Les dirigeants communautaires et les décideurs dans les ménages ciblés par les actions de plaidoyer Communautaire pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles.
- Les femmes et filles ciblées par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues sur le genre et masculinités réalisés au cours du projet.

V. Description de la méthodologie choisie

i. RAISONS AYANT DETERMINE LE CHOIX DE CETTE METHODE

Cette évaluation a été menée d'une manière participative en impliquant tous les partenaires et bénéficiaires primaires et secondaires du projet tout au long des étapes de cette évaluation finale dans une dynamique d'apprentissage pour s'assurer que les informations proviennent des sources crédibles et variées.

Cette évaluation a été transversale et à la fois qualitative et quantitative. Il a s'agit d'organiser les entretiens avec les femmes et filles victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre, les hommes, garçons, femmes et filles ayant participé aux formations sur la transformation positive de masculinité, les staffs du projet, les leaders communautaires et autres parties prenantes au programme.

Les données collectées ont été triangulées pour vérifier les informations quantitatives disponibles. La conception globale de l'évaluation a reposé sur un échantillon contrôlé randomisé afin d'assurer une représentativité optimale.

La méthodologie a croisé les approches quantitatives et qualitatives, elle s'est aussi voulue aussi créative, inclusive et participative avec une triangulation des sources des données. La participation des répondants a été volontaire et la protection de l'identité des participants a été obligatoirement observée à toutes les étapes.

ii. SOURCES DES DONNEES UTILISEES

a. Sources secondaires

Il s'agit d'une revue et d'une analyse de la documentation et des données au niveau de DFJ et différents partenaires opérationnels.

- Divers documents produits dans le cadre du projet,
- Documents de stratégie pays pertinents,
- Document de projet et théorie du changement (proposition),
- Cadre d'allocation des résultats et des ressources,
- Rapport de l'étude de base,
- Outils de collecte de données, plans de suivi, indicateurs et données collectées
- Rapports d'avancement du projet et rapports annuels,
- Rapports d'évaluations précédentes du projet et/ou de l'organisation, le cas échéant, etc.
- Documents d'engagement des dirigeants (notes, planification, etc.)

L'analyse des documents a permis ainsi de comprendre l'implémentation du projet et avoir une idée sur les réalisations, les blocages, les résultats et impacts que le projet suppose avoir créé dans la communauté.

b. Sources primaires

Tout au long de phase de l'évaluation, 1659 entretiens ont été organisés dans les 6 zones d'études, 853 Femmes contre 806 Hommes ont participé, 69 groupes des discussions ont été Organisés dans les 6 zones de santé avec une participation active de 756 personnes dont 410 femmes contre 346 Hommes, La liste des informateurs clés a été proposée par DFJ et la sélection finale a été discutée avec les consultants de SCAAFi. Pour collecter les données quantitatives et qualitatives, on a utilisé le questionnaire d'enquête, les Guides de discussion de groupe, (focus-group) et les guide d'entretien avec les informateurs clés. Le questionnaire d'enquête approuvé pour cette étude a été conçu par l'équipe de support technique de SCAAFi dans Kobo Collect, un outil de collecte mobile de données.

Sans intermédiaires nous avons les données des sources ci-après : Informateurs clés (personnes de référence au sein des zones ciblées par le projet, qui ont connu le projet et qui ont parlé d'une manière indépendante. Il s'agisse essentiellement d'autorité politico-administrative et des dirigeants des entités coutumières dans les zones ciblées par le projet), parties prenantes clés (personnes et groupes des personnes ayant catalysé les changements au niveau communautaire et celles qui ont joué un rôle direct et certain dans la mise en œuvre (Les championnes et champions de genre et Les volontaires communautaires), les bénéficiaires primaires du projet (les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur les genre et masculinités.

Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire et les femmes et filles en général) qui ont participé dans les processus de transformation sociale au niveau communautaire au sein du projet, les bénéficiaires secondaires (personnes constituant le

levier d'impact lorsqu'elles sont engagées à faire une négation individuelle et/ou collective dès l'acceptation des violences contre les femmes et filles. Les hommes et garçons ciblés par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet, dirigeants communautaires ciblés, femmes et filles ciblées par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues et décideurs dans les ménages, les bénéficiaires des bénéfices généraux générés par le projet et le personnel de DFJ.

iii. METHODES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES

Pour arriver aux résultats présentés dans le présent rapport, l'approche méthodologique adoptée s'est globalement inspirée de la démarche classique. D'abord elle a inclus la collecte des données secondaires à travers les documents disponibles au sein du projet concerné. Ensuite celle-ci a été complétée par la collecte des données primaires qualitatives et quantitatives auprès des différentes parties prenantes concernées par le projet. Ces parties prenantes étaient impliquées d'une manière ou d'une autre à la mise en œuvre des activités du projet. Un outil approprié a été utilisé à travers les entretiens individuels qui ont concerné les personnels de la DFJ en tant qu'institution, un autre approprié aux bénéficiaires primaires pour les discussions des groupes et trois autres configurés sur kobo collect pour les entretiens quantitatifs.

Les règles usuelles d'éthique ont été appliquées telle la participation volontaire des répondants et la confidentialité où la protection de l'identité des participants ont obligatoirement été observés à tout moment. Les principes de base de la démarche résolument éthique ont été :

- Sensibilité aux conflits et prise en compte du Genre et du handicap
- Do No Harm/Ne pas nuire
- Approche participative et inclusive
- Sensibilité au COVID-19
- Respect des cultures locales
- Sensibilité à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels
- Protection des parties prenantes à l'évaluation
- Considération éthique et confidentialité de données collectées

La méthodologie a été discutée et adaptée lors de la réunion de démarrage et les avis de DFJ ont été grandement appréciés.

La démarche a inclus aussi la phase de traitement et d'analyse des données afin de déduire des conclusions, de tirer des leçons apprises et formuler des recommandations.

Pratiquement, le Consultant principal international et expert des questions des VBG a accompagné et coaché la Coordinatrice de l'étude, le consultant team leader, les superviseurs des ZS et les enquêteurs recrutés localement au niveau des zones ciblées sur base de leur expérience dans la collecte des données liées aux VFFF et aux droits des femmes dans les

communautés cibles, leur maîtrise des dialectes locaux ainsi que de leur connaissance des différentes communautés à visiter dans chaque ZS. Ces enquêteurs ont bénéficié d'une formation spécifique ayant trait au contenu du projet, à l'objet de l'évaluation, à la méthodologie, aux normes d'éthique et de sécurité applicables en matière de collecte des données d'éthique et de collecte des données en servant de questionnaire par catégorie d'acteurs et/ou des parties prenantes.

iv. PRINCIPALES LIMITES DE L'ÉVALUATION

- Indisponibilité de certains informateurs d'où certains informateurs n'ont pas été joignables (Ex : L'avocat de la ZS de Lubero et celui de Kayna qui ont donné des rendez-vous à maintes reprises et sans succès)
- Manque d'équilibre entre les hommes et les femmes qui ont été enquêtés sur certains types de population (Ex : il a été difficile de rencontrer 50% hommes et 50% femmes)
- Inaccessibilité de certaines personnes (par exemple les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire d'où il fallait les contacter sur téléphone)
- Difficulté de joindre des personnes qui ont été déplacées (Ex : certains villages de la ZS de Nyiragongo Rwanguba, Binza et Rutshuru qui ont abandonnés leurs villages à cause de l'insécurité)
- Insécurité dans certaines ZS : (EX : dans la ZS de Rwanguba, Binza et Rutshuru et cela après avoir de sommes d'argent pour avoir l'autorisation aux nouveaux dirigeants du groupe rebelles du M23 pour assurer garantir la sécurité des enquêteurs dans les zones contrôlées par les rebelles du M23)
- Certains villages très éloignés
- Les enquêteurs ont dû gérer de multiples contraintes liées à la sécurité, au déplacement, à la communication et à l'indispensable Confidentialité de la collection de données sensibles.

VI. Principales constatations

Efficacité

La stratégie de l'approche communautaire et basée sur le droit mis en place par la DFJ a permis d'atteindre les objectifs et selon la majorité des répondants, les activités du projet ont soulagé un nombre considérable des problèmes des VFFF de la manière suivante :

- **Le partenariat avec les diverses autorités** : service genre, le sous cluster VBG et les coordinations locales et mise en place de politiques qui permettent de répondre aux différentes attentes en termes de VFFF.
- **Engagement et Plaidoyer communautaire** pour influencer le changement après Identification des mobilisateurs communautaires au sein de la communauté parmi les leaders
- **Renforcement des Capacités techniques des femmes actrices et pas seulement bénéficiaires actrices dans le plaidoyer facilitatrices agents de changement**

- **Engagement des hommes et des garçons** à travers les dialogues communautaires sur genre et masculinité et Intensité des messages en impliquant aussi les hommes et les garçons
- **Aide légale et judiciaire**, victimes et celles qui veulent aider les autres, travail avec la justice, audiences foraines et Enquêtes de police (transfert de coupables présumés)
- Renforcement des capacités institutionnelles pour que la DFJ soit en mesure de se contenir pendant les crises et Permanence sur le terrain bureaux polyvalents qui reçoivent les agents impliqués sur le terrain et coordination

Résultat 1 : Des structures, normes et pratiques sociales qui offrent une protection contre les VFFF et qui en réduisent les risques de récurrence sont construites par les ménages, les dirigeants-communautaires, et celles entretenant des inégalités hommes-femmes et les VFFF changent et deviennent inacceptables.

Résultat 2 : Les hommes/garçons changent de-comportement et deviennent des partenaires engagés au sein/aux côtés des structures communautaires pour la transformation des normes/pratiques sociales nuisibles et pour la négation communautaire des VFFF.

Résultat 3 : La réponse des institutions judiciaires aux violences sexuelles et physiques contre les femmes/filles dans les zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Rwanguba et Nyiragongo au Nord Kivu est améliorée.

Résultat 4 : La participation des femmes/filles dans les processus de négociation pour la transformation des normes/pratiques sociales discriminatoires à leur égard, des normes de genre et dans la revendication de leurs droits aura augmenté d'ici fin novembre 2022.

Résultat 5 : La DFJ est renforcée institutionnellement pour répondre de manière durable à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises tout en maintenant/en adaptant les interventions existantes pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus vulnérables

Pertinence

La majorité des enquêtés ont témoigné que les hommes ont bien permis le changement et que tout le monde se retrouve bien à travers l'aspect communautaire jugé fort, les sensibilisations fortes sur les VFFF mais aussi les activités qui ont bien touché les aspects vécus par les femmes. La stratégie retrouve bien tous les aspects discutés dans les interventions communautaires

Efficience

D'une manière générale, les objectifs fixés par le projet ont été atteints en temps voulu quand le projet a été clôturé sauf qu'il faut noter l'accompagnement des changements chez les hommes qui reste à consolider, l'engagement des autorités qui n'est pas jusque-là du tout complet. Par ailleurs, il faut noter que les modules utilisés n'étaient pas adaptés car la plupart des bénéficiaires ne savent pas lire ni écrire.

Durabilité

Nous saluons l'approche d'engagement communautaire à la fois comme acteurs de changement et sujet de changement que le projet a utilisé qui a été un grand facteur de réussite et aussi de pérennité. DFJ rappelle à cet égard que l'approche communautaire ayant engagé les membres des communautés les uns comme agents de changement et les autres comme sujet de changement est une partie de la stratégie de sortie qui avait été inclus même dans l'approche d'intervention. Toutefois, il a été rapporté par les bénéficiaires que le projet est fini sans que les communautés ne soient informées et préparées pour la continuation avec l'approche « appropriation communautaire ion.

Il est remarquable que les changements engagés puissent toutefois se perpétuer en eux même à travers les éléments ci-dessous :

- La mise en place d'une note circulaire qui a facilité l'institutionnalisation des normes au sein de tous les services étatiques.
- Le dialogue permanent entre différentes couches de la population (Couples, jeunes garçons et filles, autorités coutumières).
- L'investissement important dans les renforcements des capacités des leaders et autorités.
- L'approche communautaire qui a consisté à engager les communautés pour continuer à servir de piliers dans la lutte contre les VFF.
- La transformation des normes et l'engagement des dirigeants des entités pour transformer les normes qui serviront de leviers.
- Au niveau du territoire, dans chaque réunion des différents secteurs, sensibilisation sur la lutte contre les VBG et cela continue et soulage mieux la communauté.

Le changement acquis grâce au projet pourrait continuer à s'observer dans la communauté, surtout le genre et la masculinité positive où les hommes continuent à prendre certaines tâches ménagères comme activités qui les concernent tous ; mais aussi la scolarisation des enfants filles au même niveau que les enfants garçons qui continue.

Impact

Le dialogue au sein des ménages qui déclenchent des attitudes positives sont des pratiques et/ou comportements qui ont été fortement influencés, est un impact très positif des activités du projet.

Les éléments ci-dessous illustrent l'impact :

- Réduction des VFFF
- Renforcement des droits
- Les femmes sont mieux représentées dans les instances publiques et prennent la parole.
- Les femmes et filles peuvent dénoncer et les menaces contre des femmes qui veulent se plaindre lorsque leurs bourreaux apprennent que la victime a déjà initié la procédure d'aller rencontrer DFJ pour la prise en charge de son dossier sont réduites La mise en place de Clinique juridique offre un lien de référence aux femmes peuvent aller se réfugier et trouver soulagement.

- Masculinité positive et Changement des attitudes par rapport aux femmes dans les ménages parfois à cause de ce qui se passe dans les autres ménages voisins et cela impacte positivement chez les hommes, voir même ceux qui n'ont pas suivi de formation.
- Meilleur partages des tâches domestiques.
- Diminution des mariages forcés.
- Engagement des autorités aux différents niveaux dans la lutte contre les VFFF.

Production de connaissances

La nouvelle approche pilote mise en place par DFJ repose sur l'engagement des dirigeants dans un format innovatif qui est une nouvelle façon de faire ou une nouvelle approche dans la région et cela a été souligné à plusieurs reprises dans nos différents entretiens avec l'équipe de DFJ et certains partenaires. En effet, DFJ travaille depuis des années dans ces zones mais n'avait encore jamais engagé une telle approche qui se révèle un véritable facteur de succès. Aucun autre administrateur de territoire n'avait pris une note circulaire sur la lutte contre la VFFF dans ces territoires par le passé les autorités étaient alors comme hors -jeu dans une certaine mesure pour les O NG, leur mobilisation au travers des notes circulaires a permis de vectoriser leur engagement de manière véritable crédible et documentée, car cela a permis d'augmenter la responsabilité de l'Etat à travers ses dirigeants à la base en matière de VFFF et d'engager les entités sur une échelle/base hiérarchique. Cette approche a donc vocation à transformer les pratiques institutionnelles dans les entités pilotes ciblées au-delà des dirigeants pris individuellement. C'est une nouveauté pour DFJ et pour tous les autres acteurs dans les zones pilotes.

Le projet a facilité une collaboration permanente avec les autorités locales et une forte collaboration à travers les formations des acteurs judiciaires à l'occurrence la police judiciaire et cela grâce à l'implication des cadres de base ; ce qui a été une bonne approche et a facilité la coordination et l'acceptance au sein de la communauté.

Les autres leçons sont que :

- Le projet a beaucoup utilisé les membres de la communauté, la communauté s'est approprié le projet et cela a permis d'atteindre les résultats.
- Les membres des communautés peuvent s'approprier un projet visant la réduction des VFFF qui s'attaque à des comportements ancrés dans les rôles sociaux et les relations de genre machistes
- Il est possible de valoriser les femmes dans la communauté grâce aux séances de sensibilisation tenues par le changement de comportement des hommes jadis violents dans la communauté
- Une Discussion partagée visant l'égalité de sexe et l'équité dans l'héritage est possible
- La leçon apprise rapportée par les communautés est l'idée que la femme peut aussi contribuer au développement de son ménage et que les femmes ont aussi des capacités comme les hommes, gestion commune dans le foyer, éviter les soupçons et garantir l'émergence du foyer

- Certaines choses qui semblaient impossibles sont devenues réalités quotidiennes visibles ainsi les travaux qui étaient réservés aux femmes sont faits par tous les membres du ménage sans distinctions on fournit un service juridique avec sensibilisation les femmes y accèdent et en viennent à dénoncer les VFFF c'est ça la leçon pas la mise en place de clinique si on ne précise pas l'impact et les femmes y vont...ces cliniques mises en place pouvaient aussi rester vides comme cela arrive pour des dispensaires parfois
- Il a été constaté que si on fournit un service juridique avec des sensibilisations, les femmes y accèdent facilement et se sentent à l'aise de dénoncer les VFFF.

Égalité des sexes et droits humains

Cet axe d'intervention est au cœur du projet et les résultats sont remarquables :

- Baisse de violences physiques et sexuelles dans les familles et les communautés
- Les femmes ont du courage pour défendre et promouvoir leurs droits dans la famille et la communauté quant aux prises de décisions importantes, au développement d'activités économiques et l'accès à l'héritage.
- Grand changement dans les rôles et relations de genre par exemple les hommes portent du bois de chauffage pas avant certains changements
- Le plus grand principe reste que c'est l'auteur d'une grossesse qui en prend soin
- Les Hommes garçons et femmes filles ont bien participé aux formations

Quelques éléments résistent toutefois :

- Plus difficile sur les questions économiques, les hommes veulent demeurer décideurs. Ceci est exacerbé par le fait que les femmes contrôlent moins de moyens de production et produisent par conséquent moins de revenus en termes d'argent par rapport aux hommes. Les femmes s'occupent davantage des travaux qui nourrissent les familles, telle la production agricole destinée essentiellement à nourrir la famille. Les emplois générant de l'argent restent contrôlés essentiellement par les hommes.
- Les mariages forcés persistent toujours et les femmes sont les plus victimes comparativement aux hommes. Ceci inclut les mariages d'enfants liés notamment aux grossesses non désirées, y compris chez les mineurs d'âge et découlant essentiellement de certaines pratiques dans la région comme « c'est l'auteur de la grossesse qui en prend soin ». Ceci fait que les filles adolescentes et les jeunes femmes sont encore obligées de cohabiter avec les auteurs de leurs grossesses.
- Changement peut aussi se passer de manière négative par exemple Au niveau des violences économiques, tous 2 suivent les séances mais quand on parle d'autonomisation des femmes prend les ressources du ménage sans demander au mari donc changement avec abus femmes font sans demander avis voir si incompréhension des femmes ou bien erreur dans enseignement du projet
- L'accès à éducation reste discriminatoire entre femmes et hommes par exemple les filles enceintes sont refoulées des écoles contrairement aux garçons ayant engrossés les filles (accès et maintien inégalitaire des filles et garçons à l'école).

Points faibles du projet

Les niveaux d'atteinte des résultats sont satisfaisants malgré une certaine différence constatée entre eux ainsi qu'un écart au niveau des ZS. D'une ZS à une autre, la différence est normalement liée au dynamisme et niveau de professionnalisme des cibles concernées. Les facteurs culturels y jouent également une influence non négligeable. Les pratiques telles que ne pas oser de dénoncer et le non suivi des cas des VSBG sont encore un peu conservées dans certaines communautés. De plus, les aspects juridiques et judiciaires font toujours peur, incitent à la méfiance et demandent énormément du temps et des moyens financiers.

- ➔ Alors que des zones de santé ont pu intervenir occasionnellement auprès de personnes vivant avec un handicap, des femmes toxicomanes ou des minorités ethniques comme les Pygmées ont été ignorées, dans certaines zones de santé les informations collectées renseignent l'inclusion des personnes marginalisées n'était pas au programme de ce projet et que rien n'a été fait en ce sens faute de stratégie
- ➔ Certaines victimes et acteurs ne sont pas satisfaites car l'approche n'est pas faite comme psychosociale communautaire et ne répond donc pas aux besoins fondamentaux vécus, comme le besoin économique ainsi la faible considération ou négligence des besoins économiques est une des critiques majeures apportée au projet.

De même on rapporte le manque de référencement clair vers les pôles psychologiques ni ou médical (bien que le projet emploie des psychologues) d'autres projets de ce type dans la région incluent par exemple un indicateur sur la délivrance dans les délais requis du traitement de prévention du SIDA qui est un risque majeur et une priorité/ urgence absolue que l'on ne peut ignorer dans les cas de VSBG avant même la prise en charge juridique.

Enfin, il semble que le projet souffre d'une faiblesse dans l'animation de réseau et de manque d'investissement dans cette dynamique fondamentale pour preuve est que aucune autre ONG ou CSO n'a été incluse dans les personnes à rencontrer comme si ce projet fonctionnait indépendamment du contexte associatif ainsi les informateurs rapportent aussi ce manque d'orientation vers les autres partenaires œuvrant dans le même domaine pour la complémentarité.

VII. Conclusions

Le traitement de toutes les informations mises à disposition et collectées dans le cadre de cette évaluation a fait ressortir les appréciations très positives en termes de performance du projet qui se présente comme une réussite exemplaire à de nombreux égards.

Globalement la mise en œuvre a été très bien appréciée par les communautés ciblées **42% ont trouvés très bien** sa mise œuvre, **31% ont estimé bien** son impact sur différents groupes cibles contre **27%** seulement qui ont estimés **moyennement bien** son impact et ses différentes approches sans une différence significative remarquée entre hommes et femmes

Ce projet a répondu à des besoins fondamentaux des VBG en particulier la quête de justice et s'est appuyé sur une forte mobilisation communautaire en particulier des leaders des changements indispensables notamment des hommes qui ont été au cœur de changement constatés puisque dans ce domaine il est très difficile d'arriver à ce niveau de résultats si on les a pas engagé, et DFJ l'a si bien fait et tout cela dans un contexte extrêmement difficile, On remarque que cette dynamique a été bien prise avec une forte mobilisation des autorités administratives ainsi que des chefs traditionnels qui sont en majorités masculin et qui ont été engagés dans ce combat de changement.

Ces acteurs des changements ont été très nombreux rapportés par les données collectées par nos informateurs que non seulement ce comportement des hommes sur les femmes ont changés cad : meilleurs partages des tâches ménagères et amélioration des leurs comportement dominateur violent mais aussi et surtout des femmes qui retrouvent leur assurance de défendre leurs droits, dénoncer les actes insensés et tout ça en plus en public sans peur d'être marginalisées en plus d'aller à l'école sans distinction de sexe.

Ces changements constatés après ce projet sont vivement encourageant et mettre au compte de tous les personnels DFJ et différents partenaires qui ont concouru à sa matérialisation.

La pérennité de ce changement est sujette à différentes conditions car elle reste fragile selon les zones et communautés affectées par la violence des bandes armées en particulier, mais on peut espérer que ces changements se perpétuent dans une plus ou moins grande mesure car ils sont ancrés dans la motivation des femmes et des hommes qui dans les communautés comme au niveau des autorités ont pris cœur à lutter pour des meilleures relations de genre et la fin des VFFF.

Au-delà dès la prise en charge juridique des femmes victimes des VBG, les enjeux derrière ce projet mise en œuvre par DFJ c'est la paix, le bien-être de tous dans la famille gage de paix sociale, qualité de vie et une vie plus harmonieuse, Après tous les troubles et conflits armés qui se vivent dans la région, la force de ménage est un élément capital du bonheur de la famille ce qui transparait déjà par les effets du projet et au niveau des résultats ce qui est des plus louables. Les équipes de DFJ peuvent se féliciter de l'atteinte de ces résultats dans les conditions si difficiles qui ont été évoquées.

VIII. Recommandations clés

Stratégie générale

- Adopter une approche holistique et intégrer une démarche psychosociale communautaire
- Le travail en réseau est indispensable ainsi qu'accompagner les organisations locales œuvrant dans la protection de la femme et multiplier les canaux de communication pour la bonne collaboration, le dialogue et la sensibilisation
- Une résolution inclusive ciblant les personnes exclues et marginalisées

- Inclure le volet économique garant de pérennité
- Accompagner les victimes jusqu'à la réparation car le besoin n'était pas satisfait à ce niveau
- Continuer à Identifier les obstacles et organiser des dialogues en faveur des hommes comme les leaders et coutumiers pour leur transformation de la masculinité positive
- Un système de M&E plus participatif : organiser les missions conjointes de supervision et des plaidoyers avec les acteurs du sous cluster VBG et services étatiques impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Mise en œuvre du projet

- Soutien aux bénévoles et volontaires avec octroi de moyens pour transport et communication,
- Formations plus approfondies pour les intervenants volontaires sur les stratégies de lutte contre les VFFF et les modalités de prise en charge et référencement des cas ; sous forme aussi de suivi de formation pratique basé sur des analyses de cas rencontrés.
- Avoir plus de cliniques pour assurer la proximité y compris dans les endroits les plus reculés
- Avoir plus de personnels en particulier recruté localement et parlant les langues locales
- Revoir les supports pour les formations et sensibilisation comme les boîtes à images, les affiches car les modules seuls n'étaient pas adaptés car la majorité des bénéficiaires ont un niveau d'instruction très bas et ne comprennent pas le français !
- Utiliser d'autres techniques de communication permettant d'atteindre un grand nombre de personnes telles que la diffusion des spot radio, des émissions aux chaînes communautaires locales, la présentation des spectacles de théâtres ...
- Organiser des réunions trimestrielles d'évaluation des activités,

1. CONTEXTE DU PROJET

Le projet a évolué dans un contexte évolutif caractérisé par une instabilité récurrente. Des crises se sont succédé, ce qui a affecté, les activités dans certaines zones de santé, et résultats mais pas de manière significative.

La crise liée à la pandémie de COVID-19 et les autres crises en cours dans les zones ciblées par le projet, y compris l'Etat de siège décrété dans la province de mise en œuvre du projet depuis le 06 avril 2021, l'éruption volcanique du volcan Nyiragongo du 22 mai 2021 ainsi que les affrontements armés violents et meurtriers n'ont pas rendu impossible la réalisation des activités, des changements et de l'impact recherchés.

La crise liée à la pandémie de COVID-19 a affectée la possibilité de mettre en œuvre certaines activités du projet sur l'ensemble des zones couvertes, mais grâce au financement supplémentaire obtenu du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles pour adapter le fonctionnement de la DFJ en tant qu'institution et la mise en œuvre du projet au nouveau contexte.

L'éruption du volcan Nyiragongo du 22 mai 2022, les conflits armés et guerres affectaient les femmes et les violences à leur égard, tellement le gouvernement n'a pas apporté l'aide nécessaire aux sinistrés dont la grande partie vit dans les sites de déplacement dans la zone de santé de Nyiragongo dans des conditions infra humaines qui augmentent les risques d'exploitation et des violences à l'égard des femmes et filles.

Selon les déclarations des autorités locales de la ZS de Nyiragongo, les affrontements armés violents entre l'armée nationale et le M23 dans la zone de santé de Nyiragongo sont venus empirer une situation déjà critique. A ce jour, les femmes dans les sites de déplacement (sinistrés de l'éruption volcanique et déplacés suite aux affrontements armés) manquent de tout, y compris la nourriture si bien qu'on enregistre actuellement des décès dus à la faim parmi les femmes et les enfants, nous a rapporté un déplacé du camp de refugies de Nyiragongo

Ce conflit armé qui a commencé dans la zone de santé de Nyiragongo s'est déplacé rapidement dans la zone de santé de Rwanguba où depuis juin 2022 des affrontements armés violents ont lieu. Tout le territoire de Rutshuru est actuellement sous contrôle politique et administrative du groupe M23 si bien que trois zones de santé (Rutshuru, Binza et Rwanguba) sur les six ciblées par le projet sont totalement inaccessibles depuis fin octobre 2022. La population est en déplacement forcé les uns en Ouganda, les autres dans la zone de santé de Kayna et dans la partie sud de la zone de santé de Nyiragongo juste à une dizaine de kilomètres au nord de la ville de Goma qui subit, elle aussi, actuellement une très forte pression liée à la crise. Mais une bonne proportion des populations ayant fui les combats dans les zones de santé de Rutshuru et Rwanguba en territoire de Rutshuru est retournée dans ses

zones craignant pour leur survie principalement à cause de la faiblesse lorsque ce n'est pas seulement l'absence d'aide humanitaire.

A cause de ces affrontements et de cette occupation du territoire de Rutshuru (trois zones de santé ciblées par le projet), la province est coupée en trois : le sud où se trouve la ville de Goma ne peut communiquer avec le nord que par avion et le centre est occupée par le groupe politico-militaire M23 et inaccessible depuis environ 7 (sept) mois par tous les acteurs et les populations qui n'avaient pas fui et celle qui est retournée y sont enfermées (pas d'entrée ni sortie) et elles vivent l'un de pires périodes de leur vie.

Les femmes, les filles et les enfants traversent une période particulièrement difficile dans les sites des déplacements forcés et dans les zones occupées par le groupe M23. Au-delà d'un climat de terreur généralisée, les femmes ne peuvent plus accéder librement à leurs champs (sources des revenus pour leurs familles dont elles supportent la plus grande proportion des charges) ; des actes de viol et d'autres formes de violence contre les femmes sont couramment signalés dans les zones occupées par le M23 mais l'accès est limité pour mieux documenter et des massacres généralisés des civils sont décriés. Les mécanismes de prévention et de réponse à la violence contre les femmes et les filles sont fortement affectés, et les activités dans ce secteur sont très contrôlées par le nouvel occupant (le groupe armé M23).

Dans les villages de Kishishe et Bambo situés dans le territoire de Rutshuru, un massacre a été perpétré soit plus 131 civils tués et confirmé par le gouvernement et par l'ONU¹. Dans les sites des déplacés de Nyiragongo et de Mugunga ouverts aux portes de Goma, les femmes et les filles vivent dans une précarité extrême, sont exposées au sexe de survie et à l'exploitation. Celles qui par dignité s'en préservent, certaines d'entre elles meurent de faim avec leurs enfants et pendant que nous rédigeons ce rapport, on remarque dans tous ces sites une épidémie de choléra dans les sites des déplacés. En somme, les femmes, les filles et les enfants paient le plus lourd tribut dans ce conflit dont on ne voit jusqu'au de rédaction de ce rapport aucune lueur d'espoir pour sa fin. Malheureusement, les acteurs disposent de très peu des ressources pour leur venir en aide. Depuis le début de la crise, aucune allocation financière de la coordination humanitaire n'a été allouée et il manque cruellement les ressources pour protéger les femmes et les filles contre les violences et l'exploitation. Le peu de ressources existantes sont allouées généralement à ce que l'on qualifie par la coordination humanitaire des « besoins vitaux » comprenant prioritairement mais pas seulement les abris, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

C'est dans ce contexte que le projet « Mettons fin aux VSBG chez nous maintenant » a été mis en œuvre par la Dynamique des Femmes Juristes/DFJ avec le financement des Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes

¹<https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130447>

<https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-que-sait-sur-le-massacre-de-kishishe-et-bambo-481241>

et des filles en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité des femmes et filles victimes des violences de la part des hommes contre les violences au sein des ménages et de leurs communautés de vie.

Au-delà d'étudier le niveau de réalisation des résultats du projet, et de documenter sur la base des critères d'évaluation, cette évaluation a, dans le cadre de l'apprentissage, focalisé sur l'impact de toutes ces crises superposées sur les femmes et les filles, sur les approches de travail et sur ce qui devra être fait pour continuer à protéger les femmes et les filles contre la violence dans le contexte de ces crises prolongées et superposées. Nous estimons que ceci va au-delà de la simple évaluation classique et qu'il constitue une valeur ajoutée.

1.1. Description du projet

Le projet « Mettons fin aux VSBG chez nous maintenant » est mis en œuvre par la Dynamique des Femmes Juristes (DFJ), une organisation féminine de la société civile, pour une période de trois ans, du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2022, pour un montant global de 1 275 860 USD ; Dans les six zones de santé, à savoir : les zones de santé de Lubero et Kayna (en territoire de Lubero), les zones de santé de Rutshuru, Binza et Rwanguba (en territoire de Rutshuru) et la zone de santé de Nyiragongo (en territoire de Nyiragongo) situées dans la province du Nord-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Le projet s'est engagé à contribuer à adresser deux grandes formes des violences à l'égard des femmes et des filles :

- La violence dans la famille, avec deux manifestations des violences particulièrement visées : la violence physique appartenant aux violences conjugales et le mariage forcé appartenant aux pratiques nuisibles.
- La violence à l'égard des femmes dans la communauté, avec la violence sexuelle infligée hors du couple comme forme particulière visée.

Les catégories des femmes et filles bénéficiaires primaires de ce projet sont :

- Les femmes et filles en général. La situation attendue d'elles à la fin du projet est qu'elles aient amélioré et augmenté leur participation dans le processus de négociation pour la transformation des normes et pratiques sociales discriminatoires à leur égard, des normes de genre et dans la revendication de leurs droits.
- Les femmes et filles ayant survécu à la violence. On attend qu'elles aient obtenu justice et réparation pour les préjudices subis du fait de la violence et que les auteurs purgent leurs peines conformément à la loi.
- Les épouses, partenaires et filles membres des ménages des hommes ayant été ciblés par la campagne communautaire "Transformer les masculinités". On attend qu'elles expérimentent une amélioration de leur sécurité contre les violences sexistes dans les ménages.

Pour améliorer la situation des femmes et des filles, le projet a travaillé principalement avec :

- Les dirigeants des entités gouvernementales de base

- Les hommes et les garçons
- Les femmes et filles devenues actrices de changement.

L'objectif global de ce projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité des femmes et filles victimes des violences de la part des hommes contre les violences au sein des ménages et de leurs communautés de vie. Pour atteindre cet objectif, le projet repose sur cinq objectifs spécifiques ci-dessous qui correspondent à autant des résultats intermédiaires :

- Influencer les ménages, dirigeant.es communautaires à construire des structures, normes et pratiques sociales qui offrent une protection contre les VFFF et qui en réduisent les risques de récurrence et à changer et déclarer inacceptables celles entretenant des inégalités hommes-femmes et les VFFF.
- Influencer le changement de comportement individuel chez les hommes et garçons afin qu'ils deviennent des partenaires engagés au sein/aux côtés des structures communautaires pour la transformation des normes et pratiques sociales nuisibles et pour la négation communautaire des VFFF.
- Améliorer la réponse des institutions judiciaires aux violences sexuelles et physiques contre les femmes et filles dans les zones de santé ciblées par le projet.
- Augmenter la participation des femmes et filles dans les processus de négociation pour la transformation des normes/pratiques sociales discriminatoires à leur égard, des normes de genre et dans la revendication de leurs droits
- Renforcer les capacités institutionnelles de la DFJ pour répondre de manière durable à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises tout en maintenant ou en adaptant les interventions existantes pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus vulnérables.

Les décaissements dans le cadre de ce projet se sont faits sur une base semestrielle, ce qui a offert suffisamment de temps pour la mise en œuvre des activités qui génèrent les changements constituant la base du rapportage qui était tout aussi semestriel. A la lumière du dernier rapport, les dépenses du projet s'élèvent à 1 260 941,38 USD sur un budget total de 1 275 860 USD, soit un taux de consommation de 98,55% et un solde de 18 586,19 USD. Selon les informations fournies par la DFJ, ce solde est constitué essentiellement du solde de la ligne « audit » exécuté à seulement 30,78%, soit 17, 208.27 USD de solde, et de la ligne « atelier de renforcement des capacités » avec un solde de 1,377.42 USD, deux activités dont la gestion des fonds étaient sous la responsabilité de UN Trust Fund, conformément à l'Accord de Coopération du Projet. Ces fonds n'ont donc pas été transférés à la DFJ.

Sur tous les niveaux, le projet a un bon niveau d'exécution et n'a pas subi de retard significatif dans son calendrier de mise en œuvre. Dans leur globalité, les activités ont été mises en œuvre suivant le calendrier convenu et au stade actuel cinq rapports sur six attendus d'ici la fin du projet ont été élaborés et soumis par la DFJ et validés par le bailleur des fonds. Le sixième rapport, qui sera en même temps le rapport final du projet, sera soumis d'ici le 31 décembre 2022, soit trente jours après la clôture de la période de mise en œuvre du projet fixé au 30 novembre 2022. A la lumière des données collectées périodiquement (chaque semestre) sur les changements et l'impact, le niveau des réalisations des changements au niveau intermédiaire est également à un niveau satisfaisant, ce qui sous-tend le niveau satisfaisant vers la réalisation du but du projet.

En résumé, le projet a travaillé à la transformation des normes sociales discriminatoires avec les hommes pour les influencer au changement de comportement et à l'utilisation de leur influence au bénéfice de la construction des sociétés égalitaires où les femmes et filles sont à l'abri des violences.

1.2. Tableau n° 1 : Théorie de changement

Le rapport d'évaluation a tenté de revisiter les théories du changement qui ont animé le projet et les confronter aux résultats et discours des bénéficiaires ce tableau présente une description de la théorie de changement du projet au travers des outcomes et outputs.

Tableau N° 1 : Stratégie et théorie du changement (ou chaîne des résultats) du projet			
But	Les femmes/filles victimes des violences masculines dans les six zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Binza, Rwanguba et Nyiragongo expérimentent une amélioration de leur sécurité contre les violences au sein des ménages et de leurs communautés de vie d'ici novembre 2022.		
Outcome 1	Des structures, normes et pratiques sociales qui offrent une protection contre les VFFF et qui en réduisent les risques de récurrence sont construites par les ménages, les dirigeants-es communautaires, et celles entretenant des inégalités hommes-femmes et les VFFF changent et deviennent inacceptables.	Output 1.1	Les hommes et femmes ayant participé au processus, renforcent leurs connaissances sur les VFFF et les reconnaissent en tant que violation grave des droits des femmes/filles/inacceptable/aux conséquences dramatiques mais évitable ; et ont une meilleure compréhension de leurs rôles dans la prévention des VFFF.
		Output 1.2	Les hommes et femmes volontaires au sein de leurs communautés mobilisent les responsables communautaires, les gardiens des normes socioculturelles et les structures/groupes communautaires et les engagent dans un dialogue communautaire pour la transformation des normes, croyances et pratiques socioculturelles discriminatoires à l'égard des femmes et filles.

Outcome 2	Les hommes et garçons changent de comportement et deviennent des partenaires engagés au sein/aux côtés des structures communautaires pour la transformation des normes/pratiques sociales nuisibles et pour la négation communautaire des VFFF.	Output 2.1	Les hommes, garçons, femmes et filles ayant participé aux formations sur la transformation positive des masculinités améliorent leurs connaissances sur le genre/droits-des-femmes/masculinité responsable, prennent conscience de l'ampleur inquiétante des VFFF/de leurs conséquences-graves/de l'influence des masculinités sur ces violences et ont une meilleure compréhension de leurs rôles/des approches dans la prévention des violences masculines contre les femmes et filles.
		Output 2.2	Les hommes et garçons, ayant participé aux dialogues communautaires sur la transformation des masculinités sous la conduite des champions-de-genre, remettent en cause leurs modèles de masculinité et se conviennent de nouveaux modèles des masculinités qui favorisent des perception et attitudes positives vis-à-vis des femmes et filles et la négation des violences à leur égard.
Outcome 3	La réponse des institutions judiciaires aux violences sexuelles et physiques contre les femmes et filles dans les zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Rwanguba et Nyiragongo au Nord Kivu est améliorée.	Output 3.1	Les femmes et filles ayant survécu à violence et celles désirant protéger leurs propres droits ou ceux des autres femmes et filles bénéficient d'une aide légale gratuite de qualité (consultation, information, conseil, orientation et assistance).
		Output 3.2	Les femmes et filles ayant survécu à la violence, leurs familles et communautés de vie bénéficient du rapprochement de la justice grâce aux audiences foraines tenues dans leurs localités pour juger les auteurs des violences à leur égard.
Outcome 4	La participation des femmes et filles dans les processus de négociation pour la transformation des normes/pratiques sociales	Output 4.1	Les femmes et filles ayant participé aux formations sous les approches SAA et Transformer les masculinités améliorent leurs connaissances sur leurs droits/techniques de plaidoyer/négociation sociale/les approches,

	discriminatoires à leur égard, des normes de genre et dans la revendication de leurs droits aura augmenté d'ici fin novembre 2022.		prennent conscience de leur rôle qui doit être actif dans l'élimination des violences à leur égard et peuvent mieux faire entendre leur voix.
		Output 4.2	Les femmes et filles, ayant participé aux dialogues communautaires sur la transformation des masculinités sous-la-conduite des championnes de genre-et-aux dialogues communautaires pour la transformation des normes/pratiques sociales discriminatoires, remettent en cause les modèles des masculinités, encouragent les hommes et garçons à adopter un comportement/des attitudes/perceptions positives vis- à-vis des femmes/filles et la négation des violences-à-leur égard.
Outcome 5	La DFJ est renforcée institutionnellement pour répondre de manière durable à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises tout en maintenant ou en adaptant les interventions existantes pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus vulnérables.	Output 5.1	La DFJ a mis en place des mécanismes pour renforcer la résilience institutionnelle face aux crises, y compris pour le COVID-19, ceci garantit la stabilité des projets et la durabilité de l'organisation ou des organisations sur le long terme.
		Output 5.2	La DFJ a des connaissances, compétences et capacités renforcées pour maintenir ou adapter les interventions visant à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles afin d'atteindre les femmes et les filles les plus vulnérables, tout en répondant à l'impact de la pandémie de Covid-19 ou d'autres crises.

Le projet est centré sur le changement d'attitudes et des pratiques, appuyé par un changement dans les connaissances, la théorie du changement qui a été définie et mise en œuvre est perceptible en trame car le cadre de ce projet, la "théorie de changement" équivaut à la chaîne des résultats

Une des missions de cette étude a été de comprendre comment les problèmes rencontrés par les VFFF, les déterminants de leurs attitudes et de leurs comportements ont bien trouvé réponse dans les stratégies de changement du projet.

1.3. Tableau n° 2 : Bénéficiaires et partenaires

Le tableau N° 2 permet de visualiser les différentes catégories des personnes, et donne une description et le nombre des bénéficiaires primaires et secondaires ainsi que des principaux partenaires de mise en œuvre.

Tableau N° 2 : Description des bénéficiaires primaires et secondaires ainsi que les principaux partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes			
N°	Catégories de Beneficiaries	Nombre bénéficiaires atteints	Rôles clés joués dans la mise en œuvre des activités du projet
Parties prenantes clés			
1	Les championnes et champions de genre	180	Les hommes et des femmes mobilisés et formés par le projet pour conduire les processus de transformation positive des masculinités et l'engagement des hommes et des garçons à travers l'approche "Transformer les masculinités". Tout au long de la mise en œuvre du projet, ces volontaires ont constitué le levier de changement pour ce volet du projet.
2	Les volontaires communautaires SAA	360	Ce sont des femmes et des hommes qui ont conduit la campagne de plaidoyer Communautaire auprès des dirigeants communautaires et décideurs dans les ménages pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles, à travers l'approche "Analyse sociale et action".
3	Le sous-cluster VBG Hub humanitaire Nord-Est, la division provinciale en charge du genre, La division provinciale des affaires sociales, Les administrateurs des territoires, Les coordinations	9	

Tableau N° 2 : Description des bénéficiaires primaires et secondaires ainsi que les principaux partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes			
N°	Catégories de Beneficiaries	Nombre bénéficiaires atteints	Rôles clés joués dans la mise en œuvre des activités du projet
	locales des zones de santé.		
Bénéficiaires primaires			
4	Les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur le genre et masculinités, Et autres, Epouses, partenaires et filles des hommes qui auront changé de comportement.	5760	Ce sont les bénéficiaires primaires auprès desquels l'impact du projet a été évalué.
	Les femmes et filles en général mobilisées par les VAA.		
5	Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire, Femmes/filles victimes des violences.	4120	
Bénéficiaires secondaires			

Tableau N° 2 : Description des bénéficiaires primaires et secondaires ainsi que les principaux partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes			
N°	Catégories de Beneficiaries	Nombre bénéficiaires atteints	Rôles clés joués dans la mise en œuvre des activités du projet
6	Les hommes et garçons ciblés par la campagne sur le genre et la masculinité	22976	Ils font partie des personnes avec lesquelles le projet a travaillé pour améliorer la sécurité des femmes contre la violence.
7	Les femmes et filles ciblées par la campagne sur le genre et la masculinité durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet	23040	Elles font partie des personnes avec lesquelles le projet a travaillé pour améliorer la sécurité des femmes contre la violence. En même temps bénéficiaires primaires.
8	Les fonctionnaires (décideurs, personnes chargées de mettre en œuvre les politiques): Il s'agit de 146 dirigeants de 146 entités politico administratives et coutumières et de 1070 décideurs dans les ménages (ménage étant une structure sociale de base)	1216	Ce sont les personnes qui mettent en œuvre les nouvelles orientations sous le lead des Administrateurs des territoires

Dans la mise en œuvre de ce projet, la DFJ a collaboré avec plusieurs partenaires et parties prenante, entre autres : les volontaires communautaires SAA, le sous-cluster VBG Hub Nord-Est, la Division provinciale du Genre, la division provinciale des affaires sociales et des coordinations des interventions dans les zones de mise en œuvre du projet, des femmes/filles membres des structures communautaires locales, y compris les autorités locales.

1.4. Tableau n° 3 : Budget et dépenses du projet

Tableau N° 3 : Budget et dépenses du projet			
N°	Activités	USD	Gestionnaire
1	Subvention du projet	1 251 265,01	DFJ
2	Renforcement de capacité	3 362,99	UN Trust Fund
3	Audit	21 232	UN Trust Fund
4	Subvention total	1 275 860	NA

Le projet a été financé en totalité par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles pour un montant global de 1 275 860 USD. Le contrat initial était d'un montant total de 892 210 USD, à la survenance de la pandémie de COVID-19, le projet a bénéficié d'un financement complémentaire de 383 650 USD afin d'adapter les interventions soutenues par le projet au nouveau contexte découlant des restrictions imposées pour essayer de limiter la propagation de COVID-19 et de renforcer les capacités institutionnelles de la DFJ afin qu'elle soit résiliente et apte à maintenir en tant qu'institution, ses interventions de lutte contre les VFFF durant la crise liée à la pandémie de COVID-19 et durant d'autres crises présentes et future.

Sur base de cet avenant à l'accord de coopération du projet, initialement 1 234 628 USD était placée sous la gestion directe de DFJ et le montant restant, soit 41 232 USD sous la gestion de UN Trust Fund. Mais par une réallocation des fonds d'octobre 2020, UN Trust Fund a réduit un montant de 16 637,01 USD du budget du projet sous sa gestion (10 000 USD réduit de la ligne « Audit » et 6 637,01 USD de la ligne « Atelier de renforcement des capacités » et l'a placé dans la part du budget sous la gestion de DFJ. Définitivement, ceci a augmenté le montant du budget du projet sous la gestion de DFJ à 1 251 265,01 USD et a réduit celui sous la gestion de UN Trust Fund à 24 594,99 USD.

2. FINALITE ET OBJECTIF DE L'EVALUATION

Cette évaluation est conçue comme une expérience d'apprentissage positive pour DFJ, les partenaires et la population échantillonnée. Elle permet d'obtenir une image des réalisations du projet, de ses traces au sein de la communauté et appuyer la réflexion pour des visions ultérieures en vue d'une action durable des services en faveur des bénéficiaires.

Globalement, derrière des données relativement bien disponibles, il y a peu d'évidences pour expliquer pourquoi les gens font ce qu'ils font et en ce qui concerne les pratiques liées aux VBG, une des missions de cette évaluation a été de comprendre comment les problèmes rencontrés par les cibles, les déterminent de leurs attitudes et de leurs comportements ont bien trouvé réponse dans les stratégies de changement du projet.

En termes de capitalisation des leçons apprises l'évaluation nous a permis aussi d'identifier les enseignements clés et les bonnes pratiques prometteuses ou émergentes dans le champ de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, à des fins d'apprentissage. Ainsi, cette évaluation permettra la documentation, la mise en exergue et la mise en valeur des connaissances générées par le projet pour le besoin d'apprentissage dans le domaine de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles en vue de contribuer à l'amélioration des interventions de l'organisation bénéficiaire, des autres intervenants et contribuer à l'amélioration du cadre des financements. Cet apprentissage concerne à la fois les approches utilisées dans la mise œuvre du projet, les processus et tous les autres aspects pertinents du projet. Dans une région à crises récurrente et instable comme la zone ciblée par le projet, ceci est utile pour l'avenir.

D'une manière générale, l'objectif de cette évaluation finale est 'apprécier les résultats du projet ainsi que l'impact des actions menées par rapport aux objectifs visés. De plus, il a été question de tirer les principaux enseignements de l'intervention et de formuler des recommandations pratiques concernant la poursuite d'une éventuelle nouvelle phase du projet.

D'une manière spécifique, l'objectif de la mission d'évaluation finale était

- D'évaluer le projet dans son intégralité par rapport aux critères d'efficacité, de pertinence, d'efficience, de durabilité, d'impact, et de production de connaissances ainsi que par rapport aux critères transversaux d'égalité des sexes et de droits humains ;
- D'identifier les enseignements clés et les bonnes pratiques prometteuses ou émergentes dans le domaine de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, à des fins d'apprentissage, mais également :

- Déterminer le niveau de sécurité des femmes et des filles à l'égard de violence faites aux femmes et aux filles, résultante de la réduction des violences contre elles dans les ménages et au niveau communautaire ;
- Déterminer le niveau de la prise en compte de l'égalité homme-femme dans les structures communautaires et d'offre de service de base ;
- Déterminer le taux de signalement de violence basée sur le genre et les causes de non-dénonciation.

En résumé :

Cette évaluation a été une occasion spéciale pour :

- Documenter, mettre en exergue et valoriser les connaissances produites par pour le besoin d'apprentissage dans le domaine de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles en vue de contribuer à l'amélioration des interventions de l'organisation bénéficiaire, des autres intervenants et contribuer à l'amélioration du cadre des financements. Cet apprentissage concerne à la fois les approches utilisées dans la mise œuvre du projet, les processus et tous les autres aspects pertinents du projet.
- Mécanisme indépendant de reddition de compte sur les engagements contractuels entre DFJ et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles, des communautés bénéficiaires et d'autres parties prenantes clés dans le domaine des violences à l'égard des femmes et filles.

Ainsi, les résultats de cette étude seront au service de tous les acteurs, qu'il s'agisse des décideurs, des opérateurs, des gestionnaires de programmes ou des bénéficiaires des actions.

2.1. Portée de l'évaluation

Cette évaluation finale couvre la période allant du début des activités du projet soit : du 1^{er} décembre 2019 au 30 novembre 2022. L'évaluation a permis de détecter les principales forces mais aussi quelques faiblesses, projeter sur les opportunités et dégager des leçons apprises. Les informations ainsi obtenues seront utilisées dans la projection et planification des projets à venir. L'évaluation finale était menée dans tous les (3) territoires, 6 zones de sante et 29 villages touchés par le projet sur 31 ciblés par le projet dans le territoire il s'agit de :

- **Territoire de Nyiragongo zone de sante Nyiragongo** nous avons travaillé dans 3 villages sur 5, il s'agit du village de Muja, RUSAYO, MUNIGI, les villages de KALANGARA et KINGARAME sont vidés des populations, inaccessibles et sont encore occupés par les éléments de M23 et EAC ; nous avons quand même retrouvés les cibles de ce village dans le camp des réfugiés de Munigi et d'autres dans les communes voisines.

- Territoire de Rutshuru/zone de santé Rutshuru ; 5 villages touchés par le projet : Kiwanja, Rumangabo, Rubare, Biruma, Kinyandoni, et Rutshuru centre,
- Territoire de Rutshuru/zone de santé de Rwanguba ; 5 villages touchés par le projet : Kabindi, Tshengereo, Cheya, Rwambeho, Gitovu, et Rutshuru centre
- Territoire de Rutshuru/zone de santé de Binza ;5 villages touchés par le projet : Nyamilima, Buramba, Kisharo, Katwiguru, et Kiseguru
- Territoire de Lubero/zone de santé de lubero : 5 villages touchés par le projet : Kipese, Lubero, Munyakondomi, Kasima, et Mulo
- Territoire de Lubero/zone de santé de Kayna : 5 villages touchés par le projet : Luofu, Kirumba, Mighobwe, Kanyabayonga, et Kayna.

2.2. Principales limites de l'évaluation

- Insécurité dans certaines ZS : (EX : dans la ZS de Rwanguba, Binza et Rutshuru et cela après avoir de sommes d'argent pour avoir l'autorisation aux nouveaux dirigeants du groupe rebelles du M23 pour assurer garantir la sécurité des enquêteurs dans les zones contrôlées par les rebelles du M23)
- Insécurité dans certaines ZS : (EX : dans la ZS de Rwanguba, Binza et Rutshuru et cela après avoir de sommes d'argent pour avoir l'autorisation aux nouveaux dirigeants du groupe rebelles du M23 pour assurer garantir la sécurité des enquêteurs dans les zones contrôlées par les rebelles du M23)
- Indisponibilité de certains informateurs d'où certains informateurs n'ont pas été joignables (Ex : L'avocat de la ZS de Lubero et celui de Kayna qui ont donné des rendez-vous à maintes reprises et sans succès)
- Manque d'équilibre entre les hommes et les femmes qui ont été enquêtés (Ex : il a été difficile de rencontrer 50% hommes et 50% femmes)
- Inaccessibilité de certaines personnes (par exemple les femmes et filles ayant bénéficiées de l'assistance juridique et judiciaire d'où il fallait les contacter sur téléphone)
- Difficulté de joindre des personnes qui ont été déplacées (Ex : certains villages de la ZS de Nyiragongo Rwanguba, Binza et Rutshuru qui ont abandonnés leurs villages à cause de l'insécurité)
- Certains villages très éloignés.

2.3. Équipe d'évaluation

Un Consultant Principal, Un Consultant Team Leader, Une Coordinatrice de l'étude, 6 superviseurs des zones (affectés dans les six zones de santé concernées : Nyiragongo, Rutshuru, Rwanguba, Binza, Kayna et lubero pour superviser le travail de collecte des données) et vingt-quatre enquêteurs en raison de 4 par zone de santé ont été impliqués dans la conduite de cette mission d'évaluation. Ci-dessous le tableau renseignant les équipes avec les différentes responsabilités de tout un chacun :

Tableau N° 4 : Equipe des consultants et leurs responsabilités

N°	Designation	affectation	Nbre	Sexe	Responsabilités
1	Consultant Principal	ND	1	M	Coordonne et valide les volets techniques, Conçoit et supervise la finalisation des outils, Assure la qualité et la mise en œuvre de la Méthodologie, Garant de la réussite des différentes étapes de la mission et de la qualité des livrables, Participer à des analyses des données collectées, Relit et corrige le premier draft du rapport final de la mission et le rapport soumis par le consultant team leader, a été consulté pour la formation de formateurs des superviseurs et team leaders, Conduit entretien avec donateur et peut écouter entretiens avec DFJ, Coordonne l'analyse de données et préparations des livrables
2	Coordinatrice de etude	Ville de Goma	1	F	Coordonne la méthodologie, Garant de la qualité du travail su terrain, Coordonne l'analyse de données et préparations des livrables, Relit et soumet la version finale du rapport
3	Consultant team Leader	Zone de Lubero	1	M	Organise la collecte des données sur le terrain avec les outils validés, Supervise et organise les entretiens et des focus groups, Co-Responsable de la qualité et de la saisie des données, Participe à la conception des outils, la méthodologie et de la qualité des livrables, Rédige les rapports des zones de santé et le premier draft, Conduit entretien avec DFJ et au niveau provincial, analyse de données et préparations des livrables
4	Superviseurs terrain	ZS Lubero	1	F	Supervisent la collecte des données dans les villages et communautés ciblés et organisent les entretiens et des groupes de discussion Responsables de la qualité des données collectées sur terrain
		ZS Kayna	1	F	
		ZS Nyiragongo	1	H	

Tableau N° 4 : Equipe des consultants et leurs responsabilités

N°	Designation	affectation	Nbre	Sexe	Responsabilités
		ZS Rwanguba	1	F	
		ZS Binza	1	M	
		ZS Rutshuru	1	M	
5	Enquêteurs	ZS Lubero	4	14 F et 10 H	Collectent les données sur terrain, Produisent de cours rapport écrits ou oraux
		ZS Kayna	4		
		ZS Nyiragongo	4		
		ZS Rwanguba	4		
		ZS Binza	4		
		ZS Rutshuru	4		
TOTAL GENERAL		33 (18 F et 15 H)			

2.4. Plan de travail

Au cours de cette mission d'évaluation, un chronogramme des activités a été mis en place afin de guider le déroulement de la mission sur terrain. Le tableau N° 5 ci-dessous décrit le plan de travail.

Tableau N° 5 : Plan du travail				
Activités	Période	Résultats attendus/ Livrables	Responsable	Appuyé par
Exploitation de la documentation et préparation du rapport de démarrage et les outils de collecte	Du 7 au 9 décembre 2022	Revue documentaire des documents officiels du projet, prodoc, Proposal, rapport d'activités, rapports annuels, ...	Dr Bertrand	Direction SCAAFi
Préparation et soumission du rapport initial de l'étude	Le 15 décembre 2022	Production du rapport de démarrage de l'étude incluant les outils de collecte des données	Direction SCAAFi	
Validation du rapport initial	Le 28 Décembre 2022	Rapport initial validé	DFJ	
Collecte des données proprement dites	27Jan-08 février 2022	Collecte des données quantitatives et qualitatives (enquêtes ménages, entretiens avec les informateurs clés, focus group) dans les territoires ciblés.	Ephrem, superviseurs et enquêteurs	Direction SCAAFi et Consultant
Présentation du rapport final et clôture de la mission.	29 février 2023	Rapport final de la mission	Didier et Prof Mme Eugenie	Direction SCAAFi

Le plan de travail détaillé est pourvu en annexe de ce rapport.

2.5. Questions d'évaluation

1. L'efficacité:

- Dans quelle mesure le but, les réalisations et les produits attendus du projet (résultats du projet) ont-ils été atteints, et de quelle manière ?
- Dans quelle mesure, le financement supplémentaire obtenu de UN Trust Fund pour l'adaptation du projet au contexte de COVID-19 et le renforcement de la résilience institutionnelle a-t-il contribué à renforcer la résilience institutionnelle de DFJ et la durabilité des interventions en faveur de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles.

2. La pertinence:

- Dans quelle mesure les résultats atteints (but, réalisations et produits du projet) continuent-ils de répondre aux besoins des femmes et des filles ?
- Dans quelle mesure le projet a réussi à s'adapter à l'évolution éventuelle du contexte et des besoins des bénéficiaires primaires pendant la durée du projet ?

3. L'efficience:

- Dans quelle mesure le projet a-t-il été mis en œuvre de façon efficiente et rentable ?
- Dans quelle mesure le projet a été bien géré et s'il a exploité au mieux les ressources humaines et financières disponibles ?

4. La durabilité:

- Dans quelle mesure les résultats obtenus, notamment les changements positifs apportés à la vie des femmes et des filles (au niveau du but du projet), se perpétueront ils après l'achèvement du projet ?
- Dans quelle mesure le projet a renforcé les capacités des parties prenantes ?

5. L'impact:

- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à éliminer la violence à l'égard des femmes ou à favoriser l'égalité des sexes et/ou l'autonomisation des femmes (que l'impact soit intentionnel ou non) ?

6. Production des connaissances

- Dans quelle mesure le projet a-t-il généré des connaissances ou des pratiques prometteuses ou émergentes dans le champ des VFFF susceptibles d'être répertoriées et partagées avec d'autres praticiens ?

7. L'égalité des sexes et droits humains :

- Dans quelle mesure les approches basées sur les droits humains et sensibles au genre ont été intégrées à l'ensemble du projet ?

3. METHODOLOGIE D'EVALUATION

Cette étude a été menée d'une manière participative en impliquant tous les partenaires et bénéficiaires primaires et secondaires du projet tout au long des étapes de cette évaluation finale dans une dynamique d'apprentissage, ce qui a permis de s'assurer que les informations provenaient des sources crédibles et variées.

La méthodologie a croisée les approches quantitatives et qualitatives, inclusives et participatives avec une triangulation des sources des données. Les règles usuelles d'éthique ont été appliquées tel que la participation volontaire des répondants et la confidentialité où la protection de l'identité des participants a été impérativement observés à tout moment. La méthode retenue reposait sur le recueil de données qualitatives et quantitatives à l'aide des entretiens semi-structurés et structurés. La méthode a reposé sur le post-test uniquement sans groupe de comparaison faute de possibilité d'organiser un suivi longitudinal.

La liste des informateurs clés avait été proposée par DFJ et la sélection finale était discutée avec SCAAFi. Cependant, pour collecter les données quantitatives et qualitatives, le questionnaire d'enquête, les Guides de discussion de groupe, (focus-group) et les guides d'entretiens avec les informateurs clés ont été utilisés.

Le questionnaire d'enquête utilisé pour cette étude a été conçu par l'équipe de support technique de SCAAFi dans Kobo Collect, un outil de collecte mobile de données et validé par la DFJ. Il faut dire que cette méthodologie utilisée fut discutée et adaptée lors de la réunion de démarrage entre SCAAFi et la DFJ, où elle a eu à donner ses avis, lesquels ont été appréciés.

Il faut signaler que les dimensions genre et inclusion ont été au cœur du processus évaluatif d'où toutes les données ont été générées et les personnes les plus vulnérables ou marginalisées ont été recherchées avec une attention particulière à leur égard.

3.1. Sources de données utilisées

Sources secondaires

Il a été procédé à une revue et une analyse de la documentation et des données au niveau de DFJ Ci-dessous les divers documents produits et consultés dans le cadre de ce projet, Documents de stratégie pays pertinents :

- Document de projet et théorie du changement (proposition),
- Cadre d'allocation des résultats et des ressources,
- Rapport de l'étude de base,
- Outils de collecte de données, plans de suivi, indicateurs et données collectées
- Rapports d'avancement du projet et rapports annuels,

- Rapports d'évaluations précédentes du projet et/ou de l'organisation, le cas échéant, etc.
- Documents d'engagement des dirigeants (notes, planification, etc.)
- L'analyse des documents permettra ainsi de comprendre l'implémentation du projet et avoir une idée sur les réalisations, les blocages, les résultats et impacts que le projet suppose avoir créé dans la communauté.

Sources primaires

Le tableau N° 6 ci-dessous enseigne les sources des données utilisées

Tableau N° 6 : Sources des données utilisées	
Informateurs clés	Il s'agit des personnes de référence au sein des zones ciblées par le projet, qui ont connu le projet et qui pourraient parler d'une manière indépendante. Il s'agit essentiellement d'autorité politico-administrative et des dirigeants des entités coutumières dans les zones ciblées par le projet :
	Administrateurs de trois territoires ciblés par le projet
	Mécanismes de coordination des interventions : le sous-cluster VBG Hub humanitaire Nord-Est, la division provinciale en charge du genre et la division provinciale des affaires sociales ainsi que les coordinations locales de Kayna dans la zone de santé de Kayna, celle de la zone de santé de Nyiragongo et celle de Tchengerero en zone de santé de Rwanguba.
	Les chefs des groupements en zone de santé/territoire de Nyiragongo
	Les bourgmestres des communes rurales dans la zone de santé de Kayna.
Parties prenantes clés	Ce sont les personnes et groupes des personnes ayant catalysé les changements au niveau communautaire et celles qui ont joué un rôle direct et certain dans la mise en œuvre du projet. Le projet a travaillé au niveau communautaire
	Les championnes et champions de genre : ce sont les hommes et des femmes mobilisées et formées par le projet et qui ont conduit les processus de transformation positive des masculinités et l'engagement des hommes et des garçons à travers l'approche "Transformer les masculinités". Tout au long de la mise en œuvre du projet, ces volontaires ont constitué le levier de changement pour ce volet du projet.
	Les volontaires communautaires SAA : ils ont conduit la campagne de plaidoyer Communautaire auprès des dirigeants communautaires et décideurs dans les ménages pour la transformation des normes,

	pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles.
	L'équipe en charge de la gestion du projet de DFJ au sein du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles. Cette équipe n'est pas prioritaire, mais l'éventualité des compléments d'informations d'elle n'est pas exclue.
Bénéficiaires primaires du projet	Les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur les genre et masculinités.
	Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire.
	Les femmes et filles en général. Ce sont celles qui ont participé dans les processus de transformation sociale au niveau communautaire au sein du projet.
Bénéficiaires secondaires	Le projet a travaillé avec un nombre important d'individus pour améliorer la sécurité des femmes et des filles contre les violences dans les ménages et communautés de vie. Ces personnes constituent le levier d'impact lorsqu'elles sont engagées à faire une négation individuelle et/ou collective dès l'acceptation des violences contre les femmes et filles. Ce sont notamment:
	Les hommes et garçons ciblés par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet.
	Dirigeants communautaires ciblés par les actions de plaidoyer Communautaire pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles.
	Décideurs dans les ménages ciblés par les actions de plaidoyer communautaire pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles.
	Les femmes et filles ciblées par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet.
Bénéficiaires des bénéfices généraux générés par le projet.	Les femmes et filles n'ayant pas été ciblées par les activités ou dont les partenaires ne l'ont pas été non plus mais qui pourraient avoir bénéficié des bénéfices généraux générés par le projet en faveur des femmes et filles.

3.2. Description des méthodes de collecte et d'analyse des données

3.2.1. Approche qualitative

a. Revue documentaire

Certaines informations pouvant renseigner sur le projet ont été tirées dans les rapports produits par le projet tout au long de sa mise en œuvre (rapport d'avancement du projet, rapports annuels, rapports d'activités, cadre logique du projet, etc.). Il sied à signaler que les données qualitatives ont été produites à travers une série d'entretiens semi-structurés et de focus groups de façon participative et inclusive. Les entrevues avec les informateurs clés et les focus groups ont été réalisés par le consultant et les enquêteurs sur base d'un protocole d'entretien validé avec DFJ et ses Partenaires.

b. Entretiens avec les informateurs clés

Sur base d'un guide d'entretiens semi-structurés, il a été question de s'entretenir avec les informateurs clés, physiquement et/ou à distance avec des acteurs internes et externes, ce qui a permis de renseigner les questions de recherche, y compris le niveau de partenariat. Au total 2171 entretiens individuels ont été organisés à 4 niveaux différents.

Tableau N° 7 : Type d'informateurs	Nombre des entretiens organisés
Le gestionnaire du projet DFJ	6
Au niveau des usagers des services judiciaires	235
Au niveau des bénéficiaires primaires	830
Au niveau des bénéficiaires secondaires	749
Au niveau des autres parties prenantes clés	354

c. Groupes de discussion

Au total **69** groupes des discussions homogènes ont été organisés avec des hommes, femmes, garçons et filles membres des communautés sélectionnés parmi les leaders des associations des femmes, les leaders des associations et mutuelles des jeunes, les décideurs politiques, les chefs des quartiers et administratifs à la base (cellule et autres), les chefs coutumiers etc. avec une participation **54% des participation féminine contre 46% des hommes**, il a été question de veiller à inclure les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ou à risque de discrimination.

Une discussion participative a été conduit autour d'un guide de focus group élaboré par SCAAFi et validé au préalable par la DFJ construit au regard des indicateurs du projet. Au cours des différentes discussions, le facilitateur des groupes a mis l'accent sur l'importance de la

confidentialité des données qui ont été collectées. Dans ce tableau une description le nombre des participants par zone de santé.

Tableau N° 8 : ORGANISATIONS DES FGD							
Zone santé	Nbre des FGD	Effectifs des participants des focus groupe par sexe					
		Femmes	%	Hommes	%	Ensemble	%
Binza	10	57	57%	43	43%	100	100%
Kayna	8	64	55%	52	45%	116	100%
Lubero	12	74	56%	59	44%	133	100%
Nyiragongo	10	78	55%	65	45%	143	100%
Rutshuru	19	72	47%	80	53%	152	100%
Rwanguba	10	65	58%	47	42%	112	100%
Total	69	410	54%	346	46%	756	100%

D'une manière séparée, les catégories suivantes des bénéficiaires et parties prenantes ont participées aux focus groupes des discussions :

- Les championnes et champions de genre,
- Les volontaires communautaires SAA,
- Les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur les genre et masculinités,
- Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire,
- Les femmes et filles en général, les hommes et garçons ciblés par la campagne sur les genre et masculinités,
- Les dirigeants communautaires et
- Les décideurs dans les ménages ciblés par les actions de plaidoyer Communautaire pour la transformation des normes, pratiques et croyances sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles.

3.2.2. Approche quantitative

Une formule d'Enquête ménage a été adoptée pour l'(Approche Quantitative) :Pour calculer la taille de l'échantillon, nous avons opté d'utiliser la formule de **RAOSOFT**. (Source :<http://www.raosoft.com/samplesize.html>).

Selon cette formule : $n = N \times \left(\frac{Z^2 \cdot r \cdot (100-r)}{E^2} \right)$ dont $X = Z(c/100)^2r$ (100-r) et $E = \text{Sqrt} [(N-n) \cdot x/n \cdot (N-1)]$. N= taille de la population ; r = la fraction de réponse à laquelle nous nous sommes intéressés ; $Z(c/100)$ = valeur critique pour le niveau de confiance. Notre degré de confiance était de 95% avec une marge d'erreur de 5% et une distance de réponses de 50%. Dans la répartition de l'échantillon, nous avons tenu compte de la pondération de la représentativité.

Les données ont été collectées par un questionnaire d'enquête électronique configuré à base de l'application Kobo Collect.

- **Pour les bénéficiaires primaires** : comme DFJ disposait d'une liste des bénéficiaires primaires, notamment les hommes ciblés par la campagne sur le genre et masculinité, les dirigeants ciblés par les dirigeants communautaires et les bénéficiaires d'aide légale et que les indicateurs étaient liés aux bénéficiaires directs, cette liste a été prise comme une population totale de l'étude et de cette population nous avons déduit la taille de l'échantillon. Il faut dire que ces différentes cibles ont été ajustées aux réalités contextuelles en distinguant bien les années 1 et 2 et les situations : car l'impact de 2 années est diamétralement différent.

- **Pour les bénéficiaires secondaires** : DFJ disposait d'une base des données d'un nombre important des bénéficiaires secondaires : les hommes ciblés par la campagne sur le genre et masculinité, les dirigeants ciblés par les dirigeants communautaires et les bénéficiaires d'aide légale. Partant de cette formule, ces enquêtes concernaient 30 communautés réparties sur 6 zones de santé concernées par cette étude. Le questionnaire ménage a été testé lors de la formation des enquêteurs et finalisé à l'issue de cette dernière. Ainsi, les enquêtes ont été réalisées par communauté ciblée par le projet.

3.2.3. Analyse des données qualitatives

L'analyse des données qualitatives provenant d'une triangulation des sources diverses : interviews, focus group, afin d'identifier des similitudes entre plusieurs comptes rendus, aussi bien que certaines orientations et tendances. Les données ont été classées en thèmes et sujets récurrents qui paraissent, ce qui a rendu facile les analyses afin de produire des résultats reflétant les réalités de chaque communauté cible. Pour faciliter le processus d'analyse de données, les consultants ont utilisés la matrice Excel avec comme méthode LICO (Ligne-Colonne) pour rendre facile les analyses et produire des résultats reflétant les réalités de chaque communauté pour une bonne triangulation des données.

3.2.4. Analyse des données quantitatives

Les données quantitatives collectées par les enquêteurs étaient synchronisées régulièrement et envoyées vers le serveur central qui était géré par la direction de SCAAFi. Le consultant team leader en collaboration avec les superviseurs terrain se sont assurés de la transmission de toutes les données après chaque retour sur terrain. Une réunion a eu lieu après la collecte des données au cours de laquelle les lignes directrices du nettoyage et de la validation des données ont été définies.

Cependant, la qualité des données a tenu compte de l'aspect de leur validité, leur fiabilité, leur exhaustivité, leur précision, leur intégrité ainsi que leur actualité. Les données

quantitatives ont été collectées à travers les nouvelles technologies de l'information (questionnaires déployés sur les supports mobiles sous androïdes) et ont été ainsi exportées sous des logiciels d'analyse SPSS et Excel avancé en utilisant les formules et les tableaux croisés dynamiques. Les données analysées ont été désagrégées par groupement, par sexe et sont représentées sous forme des graphiques et des tableaux selon le type de données.

3.3. Description de l'échantillonnage

Le tableau N° 7 ci-dessous décrit l'échantillonnage des données

Tableau N° 9 : Description de l'échantillonnage					
Méthode	Fréquence	F	H	Total personnes	Nombre des enquêteurs
Entretiens individuels	Entretiens individuels pour l'ensemble de 6 zones de santé. Soit 353 par zone de santé	836	769	1605	6 superviseurs et 24 Enquêteurs ont été déployés sur toutes les zones d'étude
Focus Groups	Hommes (2), Garçons (2), Femmes (3), Filles (3) pour un total de 69 focus groups pour l'ensemble de six zones de santé.	410	346	756	En raison de 4 enquêteurs et 1 superviseur par zone de santé
Entretiens individuels avec les informateurs clés	Sous-cluster VBG, division provincial genre, division des affaires social, les coordinations locales, les administrateurs, les volontaires SAA, DFJ, ...	17	30	47	En raison d'1 superviseur par zone de santé, mais aussi le Consultant Principal, Le consultant TL et le Coordinateur de l'étude
Total				2408	Soit 24% des bénéficiaires primaires et 4% de l'ensemble des bénéficiaires.

Faute de temps et au regard du contexte dans lequel l'évaluation finale externe a été menée, un entretien avec l'une des gestionnaires de portefeuille du Fonds fiduciaire des Nations unies en tant que partie prenante clé n'a pu être organisé. En plus, le projet a changé au cours de sa vie, plus de trois fois de gestionnaire de portefeuille.

4. DESCRIPTION DES ASPECTS ETHIQUES PRIS EN COMPTE DANS L'EVALUATION

L'évaluation a respecté et suivi les protocoles d'éthiques et de sécurité tels qu'énoncé dans les TdR et dans la note technique et le rapport d'Inception. L'évaluation a donc été conduite suivant ces normes d'éthique et de sécurité applicables dans ce domaine des VFFF ce dont dépend la validité même des données.

4.1. Aspects transversaux

4.1.1. Sensibilité aux conflits et prise en compte du genre et du handicap

Conscients que le projet était mis en œuvre dans des zones à situations très fragiles et volatiles, touchées par la guerre, des massacres et des conflits chroniques, nous avons adopté une posture et une approche qui n'a pas aggravé involontairement les tensions sécuritaires, sociopolitiques. Au contraire, elle a exploité le potentiel permettant de renforcer la cohésion sociale et la paix. Nous avons veillé, tout au long de l'évaluation à :

- Analyser le contextuel dans l'environnement où nous menons la mission, Sensibiliser l'équipe de l'étude (consultants, superviseurs, enquêteurs) sur le respect et la prise en compte des aspects transversaux susmentionnés.
- Les dimensions de genre ont été prises en considération de manière transversale dans toutes les étapes de l'évaluation. Les questions liées au genre ont intégré les questionnaires et protocoles d'entretiens afin de s'assurer que des données relatives au genre sont collectées par les différents outils de l'évaluation. Le genre a été pris en compte dans la manière dont les outils et la méthodologie ont été conçus et mis en œuvre. En outre, le consultant veillait à ce que l'équipe d'enquêteurs soit inclusive sur le plan du genre, que les questions posées soient respectueuses du genre.
- Les dimensions genre et inclusion ont été au cœur du processus évaluatif, ainsi toutes les données ont été générées et les personnes les plus vulnérables ou marginalisées ont été recherchées avec une attention particulière.
- En outre le processus évaluatif a profondément intégré une évaluation de la sensibilité vis-à-vis de l'égalité des sexes et des droits humains à travers les questions de l'évaluation énoncées, l'idée est comme suggéré dans les TDR, d'au-delà des évidences garantir une approche d'évaluation et des méthodes de collecte des données sensibles au genre (par ex. : les femmes et les filles doivent se sentir en confiance pour partager des informations).
- Par contre, la variable ethnique a été considérée avec plus de prudence et dans une perspective de socio-anthropologie critique qui questionne les rapports

Toutes les données collectées ont été ventilées par sexe et âge. Dans une perspective analytique les rapports de genre ont été aussi au cœur de ce travail d'évaluation afin de juger

aussi comment le projet a pu influencer de nouvelles dynamiques relationnelles entre genres tant dans la famille que dans les communautés.

4.1.2. Do no harm/"Ne pas nuire"

Des mesures appropriées ont été mises en œuvre pour garantir la sécurité, l'anonymat et la confidentialité des différentes parties prenantes à l'évaluation durant chacune des étapes. Les descentes sur le terrain ont précédé d'une analyse sécuritaire et ont permis d'identifier les consignes sécuritaires nécessaires à adopter. Le coordinateur de la mission en synergie avec les consultants et superviseurs de SCAAFi veillait au strict respect des mesures de gestion des risques mise en place pour tous les membres de l'équipe d'étude et des informateurs.

4.1.3. Approche participative et inclusive

Nous avons adopté une démarche participative et inclusive en intégrant toutes les couches sociales dont les personnes en situation de handicap ou à risque de discrimination. Lors des entretiens individuels et collectifs, De ce fait, que ce soient les cibles du projet ou l'équipe du projet ou encore les autres parties prenantes du projet, tous les interviewés ont eu à contribuer d'une manière ou d'une autre aux résultats de cette évaluation. Même s'il manque une étape importante qui serait la restitution avec discussion des résultats.

4.1.4. Respect des cultures locales

Tous les travaux se sont déroulés dans le respect des coutumes locales, ce qui a facilité le partage, l'apprentissage et l'intégration mutuelle.

4.1.5. Sensibilité à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels

La tolérance zéro était accordée face à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels et aux tentatives de telles inconduites. Les protocoles de prévention et de réponse à ces inconduites faisaient partie du contrat signé entre DFJ et le cabinet. Tout le personnel temporaire engagé dans cette évaluation était sensibilisé sur ces inconduites et a signé par la suite les codes de conduites.

4.1.6. Protection des parties prenantes à l'évaluation

Tout au long de sa mise en œuvre, le projet a proposé une offre de services d'aide légale. Ainsi, l'évaluation a ciblé des femmes et filles ayant survécu à des violences. Par ailleurs, le projet a adressé les violences familiales, en focalisant sur des violences conjugales. L'évaluation a abordé donc des données sur des violences entre partenaires intimes. Ainsi, les données qui ont été collectées concernent essentiellement les violences contre les femmes et les filles dans les ménages.

Les consultants du cabinet ont pris connaissances des protocoles spécifiques pour assurer la sécurité (physique et psychologique) des répondants et des personnes qui ont collecté les données, ainsi que pour prévenir tout préjudices utilisés par la DFJ lors de la collecte des données de base et pendant la mise en œuvre du projet. Ces protocoles qui ont été observés par toute l'équipe d'évaluation et toutes autres mesures à prendre selon le besoin ont garanti que les droits des individus soient protégés et que leur participation à l'évaluation ne donne pas lieu à de nouvelles violations de leurs droits.

4.1.7. Considérations éthiques et confidentialité des données collectées

Le cabinet SCAAFI dispose d'une norme d'éthique en matière d'enquêtes à laquelle notre personnel s'est conformé dans ses rapports avec les répondants. Notre charte éthique s'aligne dans les règles internationales et nationales en matière de collecte de données. L'équipe de consultants et d'enquêteurs ont bénéficié en outre un briefing/mise à jour sur la confidentialité des données personnelles et d'un suivi attentif sur ces questions essentielles dans un domaine aussi sensible. Au moment de réponse aux questions, systématiquement le consentement de tous les enquêtés fut requis et avec des informations claires sur l'utilisation de leurs données :

- Qui est le commanditaire de l'enquête ?
- Quelle est la finalité de l'enquête ?
- À qui les données sont destinées ?
- Quelle est la durée de conservation des données ?
- Et Le consentement

5. RESULTATS : CONSTATATIONS ET ANALYSE PAR QUESTION D'EVALUATION

N°	CRITERE D'EVALUATION : EFFICACITE	
1	<p>Question de l'évaluation</p>	<p>Dans quelle mesure le but, les réalisations et les produits attendus du projet (résultats du projet) ont-ils été atteints, et de quelle manière ?</p> <p>Dans quelle mesure, le financement supplémentaire obtenu de UN Trust Fund pour l'adaptation du projet au contexte de COVID-19 et le renforcement de la résilience institutionnelle a-t-il contribué à renforcer la résilience institutionnelle de DFJ et la durabilité des interventions en faveur de l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles.</p>
	<p>Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation</p>	<p>Durant sa mise en œuvre le projet a notamment travaillé sur des structures, normes et pratiques sociales qui ont offert une protection contre les VFFF et qui ont réduit les risques de récurrence des violences. Ces structures ont été construites par les ménages, les dirigeants-es communautaires pour renverser les perceptions favorisant la VFFF et les inégalités.</p> <p>Les données recueillies ont montré effectivement que, grâce à leurs actions, les hommes/garçons ont changé de comportement et sont devenus des partenaires engagés au sein/aux côtés des structures communautaires pour la transformation des normes/pratiques sociales nuisibles et pour la négation communautaire des VFFF.</p> <p>En effet, au regard des données finales collectées par la DFJ parallèlement à l'évaluation finale externe du projet, 50% des femmes et filles interrogées affirment que leur degré de protection contre les violences au sein des ménages s'est amélioré. Il y a deux ans et demi de cela, elles n'étaient que 18% à affirmer cela lors de la collecte des données de base.</p> <p>41% d'entre elles affirment qu'elles se sentent protégées contre les violences par les hommes de leur communauté de vie, contre 16% il y a deux ans et demi de cela lors de la collecte des données de base, soit un progrès de 25%. Ceci signifie que le projet a aidé à ce que les dirigeants communautaires protègent contre les violences une femme de plus sur quatre. Et, en moyenne 35% des femmes et filles interrogées</p>

affirment que leur sentiment de sécurité au niveau communautaire a augmenté, contre 14% il y a deux ans et demi de cela lors de la collecte des données de base, soit un progrès de 21%.

C'est ainsi que certaines femmes témoignent :

« Au cours de ces 3 dernières années, les hommes commencent à mettre les filles et garçons aux mêmes pieds d'égalité du point de vue scolarisation, choses qu'ils ne se faisaient pas », *a déclaré une femme membre du ménage d'un homme ayant suivi le cursus sur le genre et masculinités dans la zone de santé de Kayna.*

« Actuellement, de plus à plus d'hommes participent aux travaux du ménage, donnent la possibilité du petit commerce aux femmes et fille, font participer leurs épouses aux décisions de vente et d'achat des biens de valeur », *une autre femme dans la zone de santé de Binza.*

« Depuis qu'il a suivi ce processus de sensibilisation, mon mari me respecte et respecte mes idées, nous avons commencé à faire le champ ensemble, il protège les enfants et il me considère beaucoup ainsi que mes points de vue », *une femme de la zone de santé de Lubero.*

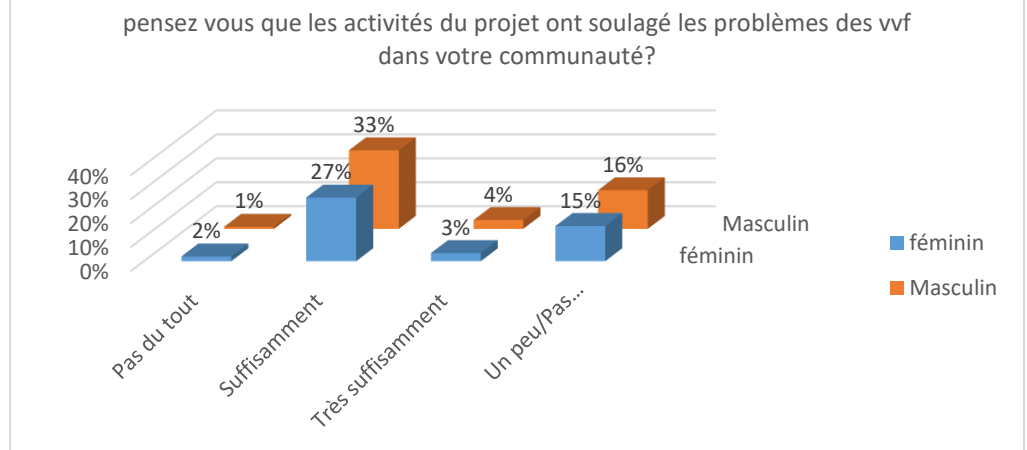
Il ressort des données en majorité 70% réalisent que leurs conditions des vies et qu'elles se sentent cette fois considérées et ont une certaine autonomie dans la gestion de biens dans le foyer, les femmes et les filles étaient dans l'ignorance mais après avoir reçue les sensibilisations, elles commencent à reconnaître leurs droits et les bénéficient

Ces changements ont été possibles grâce aux hommes qui sont devenus des alliés de leurs épouses, les hommes et les femmes sont devenus des complices, les données recueillis renseignent que la plupart des hommes et garçons ne peuvent plus commettre un acte de viol car ils savent déjà que DFJ (*pour insinuer la justice*) va s'occuper d'eux, ce qui montre un impact et une réussite de sensibilisation de la communauté.

Nous avons aussi remarqué que les institutions judiciaires deviennent susceptibles et actives face aux perpétuelles demandes et sollicitations des cas des violences sexuelles et physiques contre les femmes/filles dans les zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Rwanguba et Nyiragongo au Nord Kivu est améliorée,

	<p>Les autorités de justice et de police ont activement traité les cas avec plus de respect et une réduction des délais. Ont estimés différents bénéficiaires victimes des VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Après la mise en œuvre de projet soit novembre 2022, les femmes et filles ont repris une certaine confiance en elles et leur participation dans les processus de négociation pour la transformation des normes/pratiques sociales discriminatoires à leur égard a augmenté. ➤ Le financement supplémentaire obtenu de UN Trust Fund pour l'adaptation du projet au contexte de COVID-19 a bel et bien renforcé la résilience institutionnelle, l'analyse des données recueillis dans le rapport et nos entretiens montrent qu'elle n'a pas plié face aux menaces de la pandémie de COVID-19, mais qu'elle devenue dynamique face à ce fond en adaptant ses interventions existantes pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus vulnérables. <p><i>« Le recours et l'utilisation de la nouvelle technologie de l'information et de la communication est inscrit comme l'un des projets institutionnels de DFJ. Grâce à l'appui du projet, la DFJ a investi dans ce domaine en améliorant les infrastructures et en renforçant les capacités de son personnel. La visite de ses bureaux fait présager que la DFJ est en cours de croissance. La DFJ utilise de plus en plus la NTIC. Cependant, un écart reste à combler entre certaines catégories des staffs : certains plus avancés que d'autres rien qu'au bureau central de l'organisation. La DFJ a recruté deux agents spécifiquement chargés de maintenir l'élan de l'utilisation de la NTIC dans son fonctionnement et son travail en faveur de l'élimination des violences à l'égard des femmes ».</i></p> <p><i>« La DFJ a adapté ses approches aux divers contextes. Nous avons eu des preuves qu'elle a organisé et qu'elle continue d'organiser des rencontres en ligne, ce qu'elle ne faisait pas avant l'apparition de COVID-19, quand bien même des crises existaient dans sa zone géographique d'intervention. Elle a davantage accru la responsabilisation des collaboratrices et collaborateurs locaux dans ses zones d'intervention (membres des communautés, ses agents locaux) afin qu'ils soient aptes à conduire des interventions et des processus lorsque le personnel ne peut pas se mouvoir dans la région. Nous avons visité un centre d'assistance en ligne à partir duquel sont gérés des lignes téléphoniques pour apporter assistance aux femmes et filles ayant subi des violences et à celles menacées par la violence si elles ne peuvent pas se rendre dans une structure physique d'aide, compte tenu des circonstances ».</i></p> <p><i>« La DFJ a amorcé un processus de révision de ses politiques et système ».</i></p> <p>Les informations sont convergentes pour décrire que l'efficacité du projet et différents changements induits pour les femmes dans la sphère publique comme familiale et sur les relations de genre en ce sens les buts du projet sont atteints les violences ont baissé, les</p>
--	---

		<p>femmes peuvent défendre leurs droits, les tâches sont mieux réparties dans la famille et les femmes ont un pouvoir de parole en public parce que des structures, normes et pratiques sociales qui offrent une protection contre les VFFF et qui en réduisent les risques de récurrence ont été mises en place.</p> <p>Toutefois ces résultats ne sont que probablement que partiels parce que certains cas de VFFF ne sont pas dénoncés, il existe encore des couples violents et dysfonctionnels car tous les ménages suivis n'ont pas encore totalement changés de comportements et certains hommes conservateurs résistent et continuent à dénigrer les hommes qui ont laissé plus de pouvoir aux femmes, aussi certaines femmes dans la communauté ont encore peur de dénoncer les cas de violences à cause de la coutume; si quelqu'un dénonce un cas de viol dans le foyer, il est considéré comme un indiscipliné, en contrepartie certains hommes disent que les femmes sont entêtées par DFJ. Enfin, les femmes sont déjà à mesure de leurs droits d'être considérées comme égale à égale avec l'homme. Elles ont chassé la peur car elles ne sont plus ignorantes et sont à la fois mobilisées entre femmes et encouragées par des hommes avertis.</p>
	Aspects du projet qui ont entraîné ce changement	<p>Ces objectifs ont pu être atteints car</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les messages clairs et simples ont été transmis par les autorités et les volontaires qui une fois formés ont conduit le plaidoyer contre la violence envers les femmes ; ➤ Et surtout les hommes ont été les principaux acteurs mis en ligne de front pour engager des changements dans les VFFF et une plus grande égalité dans les relations de genre.
	Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs	<p>A la question de savoir et comprendre Quelles sont été les stratégies qui ont été mises en place par DFJ pour atteindre les objectifs assignés à ce projet ?</p> <p>Les informations des entretiens avec les personnels de DFJ nous ont donné un aperçu des activités qu'ils ont menées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aide légale, victimes et celles qui veulent aider les autres, travail avec la justice, audiences foraines, Enquêtes de police, transfert de coupables présumés pour Faciliter la justice à être plus réactive envers dossiers de victimes (DFJ). ➤ Renforcement des capacités des femmes pour qu'elles ne soient pas seulement des bénéficiaires mais aussi les actrices des plaidoyer et agent de changement (DFJ).



Commentaire : Les répondants évaluent l'efficacité du projet mis en œuvre par DFJ dans une moyenne, les donnees montrent que les activités du projet ont soulagé les problèmes des VFFF dans leurs communautés. 60% sont suffisamment satisfait et 7% sont très satisfait ce qui fait un total de 67% dont 30% des femmes estiment que le projet a été efficace contre 31% qui ne sont pas encore satisfait.

Conclusion

S'agissant de l'efficacité, la mission a pu observer l'atteinte globale des objectifs et des résultats initialement définis conformément à la théorie de changement du projet. Le niveau de réalisation est en effet satisfaisant. Notons que les produits escomptés ont abouti à plusieurs réalisations au-delà des résultats attendus. Ces réalisations ont porté particulièrement sur l'amélioration du bien-être des femmes et filles victimes des VBG, leur estime de soi, l'amélioration des connaissances, etc.

L'efficacité peut être aussi considérée à la lueur de la théorie de changement du projet dans une perspective qui s'inscrit dans le temps.

L'évaluation confirme le rôle des hommes et des autorités souvent masculines comme facteurs de changement dans les relations de genre (égalité) et de promotion des droits de la femme en termes de connaissances, attitudes et pratiques participant à une réduction des VFFF ; ce alors que le pouvoir des femmes dans la communauté est aussi renforcé en termes de changement d'attitudes appuyé sur une meilleure connaissance des droits des femmes mais aussi un questionnement des rôles et relations entre genre véhiculés par la tradition ou les coutumes.

L'action de « Transformer les masculinités » a été soutenue par le plaidoyer communautaire pour la transformation des normes et

pratiques sociales discriminatoires à l'égard des femmes et filles qui touche un grand nombre des personnes afin de stimuler une croissante prise de conscience individuelle et collective dans les zones ciblées. Ce travail a reposé aussi sur des débats et témoignages des hommes quant à leurs comportements violents et la réaction des femmes et des communautés en général ainsi que les autorités.

Le rapport de 2^{ème} année du projet situe les avancées dans le cadre général des étapes de l'approche « Communication pour le développement » (C4D), et rapporte que les hommes sont bien sortis de l'étape de pré-contemplation (pas conscient du problème), et ont franchi aussi l'étape de contemplation (reconnaissance-du-problème), puis l'étape-de-la-décision (manifestation de l'intention de changer de comportement) et seraient à l'étape d'action où ils testent les nouveaux comportements ou les nouvelles-normes.

Le rapport de fin de projet et les témoignages collectés lors de l'évaluation finale laissent bien penser que les hommes formés ou informés par le projet sont bien passés à l'étape de Maintien (pratique régulière du nouveau comportement) même si elle doit être encore soutenue ou renforcée voir même pour certains à l'étape de Promotion où ils contribuent de manière large et active à la diffusion des nouveaux comportements et de nouvelles-normes concrètement adoptées et pratiquées.

Les informateurs signalent la nécessité une fois dépassés les obstacles spécifiques d'un soutien adapté qui devrait se poursuivre à la fin de cette phase pour stimuler ces progrès dans les relations entre les genres. La peur du qu'en dira t on peut resurgir dans certaines communautés où des hommes moins informés et conservateurs se gausseraient de ceux qui mettent en cause et abolissent la suprématie de la masculinité sur la féminité. Certaines femmes aussi ayant intériorisé ces valeurs négatives pour elles-mêmes peuvent se croire valorisées aux yeux de certains hommes en les conservant.

Aussi en fin de projet, les personnes qui ont amorcé des changements et celles qui commencent à changer ont encore besoin d'encouragement pour la maturation de ces changements.

CRITERE D'EVALUATION : PERTINENCE

	Question de l'évaluation	<p>Dans quelle mesure les résultats atteints (but, réalisations et produits du projet) continuent-ils de répondre aux besoins des femmes et des filles ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a réussi à s'adapter à l'évolution éventuelle du contexte et des besoins des bénéficiaires primaires pendant la durée du projet ?</p>
2	Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation	<p>Les témoignages et résultats quantitatifs montrent que les objectifs de l'intervention ont été correctement définis, réalistes et réalisables, bien confrontés aux massifs obstacles géologiques (éruption volcanique), sanitaires (pandémie de COVID) et politiques (état d'urgence ou sécuritaires (bandes armées).</p> <p>Les données recueillies à la fois par le système de M&E régulier et fiable du projet ainsi que lors de l'évaluation montrent que les résultats obtenus sont vérifiables et conformes aux normes en vigueur pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.</p> <p>En regards des priorités qui sous-tendent l'intervention, la pertinence a été analysée à l'aide de quatre éléments potentiels : la pertinence par rapport aux besoins des bénéficiaires et des parties prenantes, la pertinence par rapport au contexte, la pertinence par rapport à la qualité et à la conception, et la pertinence par rapport au temps.</p> <p>La pertinence par rapport aux besoins des bénéficiaires et des parties prenantes</p> <p>Les résultats atteints (but, réalisations et produits du projet) ont répondu aux besoins des femmes et des filles vers une autonomisation dans le cadre de la réinsertion sociale et économiques ou scolaire pour les jeunes filles avec le suivi des dossiers juridiques jusqu'à obtenir réparation et aussi la prise en charge médicale pour les victimes. Le projet a répondu aux besoins des femmes et filles, lesquels besoins étaient de résoudre les problèmes des violences faites aux femmes et aux filles dans les communautés ciblées par le projet.</p> <p>En analysant le contexte de conception et de vie du projet, les objectifs lui assignés semblent parfaitement adaptés.</p> <p>Avant l'intervention du projet, les femmes et filles ne connaissaient pas encore les différentes formes des violences qu'elles subissaient, ne savaient pas où aller déposer leurs plaintes pour trouver justice quant aux problèmes liés aux violences qui leurs étaient imposées. Aujourd'hui, les</p>

bénéficiaires connaissent déjà les types ou formes des violences et le processus de dénonciation, les victimes ont déclarées avoir été soutenues dans l'accompagnement de leurs dossiers au niveau des instances juridiques et judiciaires et cela grâce aux interventions du projet de DFJ.

Il est notable que le projet a atteint différentes catégories des femmes et filles, les vulnérables telles que celles les femmes cheffes des ménages, les filles mères, les déplacées et certaines femmes handicapées qui ont été sensibilisées sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles mais certaines catégories marginalisées ont été ignorées les femmes toxicomanes ou prostituées où plusieurs informateurs ont déclaré que cette catégorie n'était pas la cible. Mais il existe un contre-exemple, dans le village de MUNIGI, aire de santé de MUNIGI, ZS de Nyiragongo, un bénéficiaire aurait confirmé avoir sensibilisé les femmes prostituées dans des maisons de tolérance communément appeler QG et dont ces femmes auraient adopté un comportement positif après la formation.

D'autres cibles indiquent avoir sensibilisé plus de 30 femmes handicapées réunies autour d'une association locale de défense des droits des personnes handicapées ; ce qui donne un nombre très insignifiant des personnes handicapées dans l'ensemble des cibles du projet d'où le taux d'inclusion est faible. Enfin les minorités ethniques dont les Pygmées ont parfois été ciblées. On peut quand même regretter que l'inclusion n'aie pas été un axe fort de ce projet mais soit restée incidente à la bonne volonté des intervenants.

Les activités proposées par le projet étaient pertinentes à 61% dont 30% des femmes et 31% d'hommes selon l'expression des répondants pour les raisons suivantes : les femmes ont leur droit maintenant mais aussi parce que la communauté est déjà sensibilisée sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Seulement 1% des répondants dit que ces activités n'étaient pas du tout pertinentes. Près de 89% plébiscitent la pertinence, ils pensent que les activités proposées par le projet étaient pertinentes (61%) ou très pertinentes (27%) avec 50% des femmes et 58% d'hommes qui un peu plus que les femmes ont une appréciation positive de la pertinence ce qui est un bon point car signale leur adhésion au projet de changement.

La pertinence par rapport au contexte

Le Nord-Kivu étant connue comme l'une des provinces les plus affectées par les inégalités liées au genre qui sont à la base de la forte prévalence des violences contre les femmes/fille, ajoutés à cela les violences exacerbées par l'existence des normes/pratiques/structures sociales qui

nourrissent des inégalités des sexes et entre une masculinité hégémonique plaçant les femmes/filles dans une position d'infériorité comparative mentaux hommes/garçons La mise en œuvre du projet a été caractérisé-par-un contexte d'instabilité récurrente, Elle a été ponctuée par des crises sociales importantes, des instabilité politique sécuritaire, fluctuation-la pandémie d'une part et l'éruption-du-volcan-Nyiragongo

Les femmes, les filles et les enfants étant les plus affectés manquant de tout, y compris les abris, ce qui les expose à des risques élevés d'exploitation et de violence. Au cours de trois derniers mois du projet, dans un des sites de déplacés situé à plus ou moins 10 km de la ville de Goma, l'on a enregistré plus d'une dizaine des femmes et d'enfants mortes de faim. Le viol et d'autres formes des violences sont régulièrement rapportés dans les zones sous occupation du groupe armé M23, malgré tout cela au travers des activités sensibilisations menées, Le plus grand nombre des femmes et filles sont devenues conscientes et connaissent mieux leurs droits et poussent au respect de ceux-ci dans les ménages comme dans les espaces de la vie publique/communautaire la perception des femmes et des filles envers les instances de justice s'est améliorée et elles ont développé plus de confiance envers ces instances.

La pertinence par rapport à la qualité et à la conception

Depuis le début du projet, les efforts de plaidoyer ont été porté essentiellement par les membres des communautés ciblées qui ont mené un dialogue quasi-permanent à travers lesquelles ils ont questionné ensemble avec les dirigeants de leurs entités, les normes et les pratiques collectives. Ils ont également questionné les pratiques individuelles avec les décideurs au sein des ménages. Il est apparu clairement que ces derniers jouent un rôle capital à la fois dans la construction et la perpétuation des normes et des pratiques, et c'est ainsi qu'elles se transmettent de génération à génération. Le projet a donc travaillé sur ces deux piliers pour aborder la transformation des normes et des pratiques : les entités et les individus qui ont du pouvoir. 146 entités de base, ayant un dirigeant politico administratif ou coutumière à leur tête, ont été emportées dans ce processus de transformations des normes et des pratiques. L'on peut donc conclure que ce projet était bien pertinent en termes de qualité et de conception.

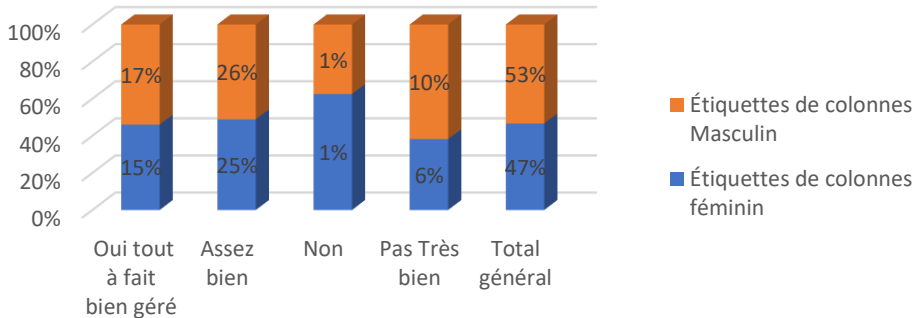
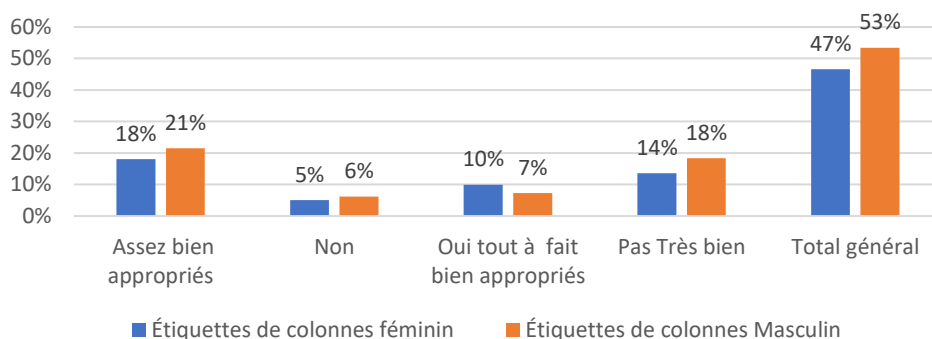
La pertinence par rapport au temps.

Ce projet vise à ce que les femmes/filles victimes des violences masculines dans les six zones de santé de Lubero, Kayna, Rutshuru, Binza, Rwanguba et Nyiragongo expérimentent une amélioration de leur sécurité contre les violences au sein des ménages et de leurs

	<p>communautés de vie pour le mois de novembre 2022. En termes de pertinence dans le temps, ce projet est venu à point nommé si l'on considère les divers événements naturels, politiques et sécuritaires qui ont mis à mal la protection des femmes et des filles et ont engendré des risques exacerbés de violences à leur égard.</p>																		
<p>Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs</p>	<p style="text-align: center;">pertinence des activités du projet pour résoudre les problèmes liés aux violences faites aux femmes et aux filles</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pas du tout pertinentes</td> <td>1%</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>Pertinentes</td> <td>30%</td> <td>31%</td> </tr> <tr> <td>Peu pertinentes</td> <td>6%</td> <td>5%</td> </tr> <tr> <td>très pertinente</td> <td>10%</td> <td>18%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>47%</td> <td>53%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Pas du tout pertinentes	1%	0%	Pertinentes	30%	31%	Peu pertinentes	6%	5%	très pertinente	10%	18%	Total général	47%	53%
Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)																	
Pas du tout pertinentes	1%	0%																	
Pertinentes	30%	31%																	
Peu pertinentes	6%	5%																	
très pertinente	10%	18%																	
Total général	47%	53%																	
<p>Conclusion</p>	<p>Les résultats atteints (but, réalisations et produits du projet) ont répondu aux besoins des femmes et des filles vers une autonomisation dans le cadre de la réinsertion sociale et économiques ou scolaire pour la jeune fille avec le suivi des dossiers juridiques jusqu'à obtenir réparation et aussi la prise en charge médicale pour les victimes.</p> <p>Besoins non répondus</p> <p>Les besoins restent toutefois énormes surtout si l'on considère les personnes déplacées</p> <p>La pertinence est questionnée dans la spécificité étroite de l'approche presque exclusivement juridique qui ne peut trouver et ne donne réponse à d'autres besoins vus comme tout aussi capitaux que ce soit le pouvoir économique ou la prise en charge psychologique et plus encore psychosociale et communautaire et les droits des femmes pour la santé de la reproduction qui sont souvent liés aux VFFF et sur certains sites la prise en charge médicale semble avoir été déficiente surtout par rapport à la prévention du sida dans les délais prescrits avec la prise de médicaments immédiate.</p> <p>En outre ,concernant les besoins, hormis le cas spécifique de la communauté de Kalengera, où au moins plus de 30 personnes vivant</p>																		

		<p>avec handicap et des femmes ont participé aux assises des sensibilisation et celle de Nyiragongo qui pendant l'éruption volcanique au mois Mai 2021,a sensibilisés les personnes vivant avec handicap et les pygmées(minorité ethnique discriminée) ont été sensibilisés , le projet a été noté comme n'ayant pas d'objectif ni de moyens ou stratégie pour être véritablement inclusif et atteindre les femmes les plus vulnérables ou à risques comme les femmes en prostitution, personne vivant avec un handicap.</p> <p>De nombreux informateurs pensent que le processus d'autonomisation et renforcement du pouvoir des femmes est resté en deçà des besoins faute de stratégie du projet pour traiter les aspects socioéconomiques et une femme sans ressources suffisantes ne peut décider de nombreuses choses et elle est vulnérable ou doit être plus soumise.</p> <p>Enfin les lieux physiques n'ont pas été mis en place pour installer et renforcer les structures communautaires par exemple en construisant une salle communautaire dans les villages où les bénéficiaires et les hommes pourraient chaque fois se réunir pour discuter des questions de GBV mettre en place diverses activités y compris AGR.</p>
CRITERE D'EVALUATION : EFFICIENCE		
3	<p>Questions de l'évaluation</p>	<p>Dans quelle mesure le projet a-t-il été mis en œuvre de façon efficiente et rentable ? Dans quelle mesure le projet a été bien géré et a-t-il exploité au mieux les ressources humaines et financières disponibles ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a été bien géré et s'il a exploité au mieux les ressources humaines et financières disponibles ?</p>
	<p>Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation</p>	<p>Le projet a fait preuve d'une efficience certaine car les activités ont été menées dans les délais et le budget impartis, et elles ont bien été conçues de façon à optimiser l'utilisation des ressources. Quelques réserves ont été formulée quant aux ressources humaines.</p> <p>Malgré les difficultés mentionnées, les activités ont été menées à bien dans les délais et dans le respect du budget, la crise du COVID ainsi que les événements politiques ont perturbé le fonctionnement mais DFJ a réussi à mettre en place des activités alternatives ou autrement et ce durant la période de la pandémie grâce au soutien éclairé du donateur. C'est le cas d'un centre d'assistance en ligne aux victimes des violences ou aux femmes et filles menacées par la violence. Grâce à une ligne téléphonique géré à partir de ce centre et à travers laquelle la DFJ peut offrir de l'aide de base aux femmes et filles qui en ont besoin. C'est le cas aussi de l'utilisation accrue de la NTIC dans son travail : la DFJ a</p>

	<p>métamorphosé son mode de fonctionnement et peut tenir des activités en se servant de la NTIC. Le financement supplémentaire ainsi que l'accompagnement technique que DFJ a obtenu de son partenaire UN Trust Fund ont contribué beaucoup à cette stabilité. En outre, la DFJ a fait preuve de souplesse en capitalisant l'appui par notamment la révision de certaines de ses approches d'intervention et en renforçant l'utilisation de la nouvelle technologie à la fois dans son fonctionnement et de ses interventions sur le terrain.</p> <p>Le projet a été conçu pour utiliser au mieux les ressources disponibles tout spécialement en termes de ressources humaines en mobilisant les femmes et les hommes qui souhaitaient du changement ainsi que les différentes autorités traditionnelles et administratives. Toutefois dans certaines zones il a été reproché de ne pas avoir assez utilisé de personnel local qui parle bien les langues ethniques et connaisse les cultures et tradition ainsi que les réseaux sociaux. Les ressources financières quant à elles n'ont pas fait l'objet d'une évaluation approfondie en termes d'audit financier mais les informateurs signalent que les ressources n'ont pas fait trop défaut sauf sur certains chapitres particuliers (transports, soutien aux nombreux volontaires, accroissement de personnels sur certaines zones).</p> <p>Le projet a été mené à bien en termes d'exécution et d'administration ainsi qu'en termes d'opérations ce que l'évaluation a été à mieux de constater.</p> <p>L'équipe de gestion a montré de la compétence et de l'engagement et par conséquent la gestion des activités du projet a été conduite de façon efficiente. Le projet montre une relation coût/bénéfice satisfaisante, bien qu'il a été rapporté que les ressources étaient insuffisantes et ceci a mis en souffrance l'impact en particulier quant aux moyens de transport et de communication pour les personnels mais aussi et surtout pour les nombreux volontaires bénévoles clef de ce projet. L'effet comme la visibilité en ont été réduits. Dans certaines zones, le projet aurait aussi peu recruté de personnel local qui connaît bien les sites ainsi que les langues et coutumes et réseaux sociaux. Le manque de personnel a réduit les possibilités de coaching individualisé qui aurait permis de renforcer les compétences des championnes et volontaires. Enfin l'usage exclusif de documents imprimés pose question pour des personnes parfois analphabètes qui auraient nécessité des outils mieux adaptés et ceci rejoint de nouveau la question de l'inclusion.</p>
--	---

<p>Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs</p>	<p>les moyens disponibles (ressources humaines, matérielles et financières) ont-ils été gérés rationnellement pour l'atteinte des résultats ?</p>  <table border="1"> <caption>Données du graphique 1: Moyens disponibles gérés rationnellement</caption> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui tout à fait bien géré</td> <td>17%</td> <td>15%</td> </tr> <tr> <td>Assez bien</td> <td>26%</td> <td>25%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>1%</td> <td>1%</td> </tr> <tr> <td>Pas Très bien</td> <td>10%</td> <td>6%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>53%</td> <td>47%</td> </tr> </tbody> </table> <p>6. La durée du projet était-elle appropriée pour atteindre les résultats escomptés ?</p>  <table border="1"> <caption>Données du graphique 2: Durée du projet appropriée</caption> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Assez bien appropriés</td> <td>18%</td> <td>21%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>5%</td> <td>6%</td> </tr> <tr> <td>Oui tout à fait bien appropriés</td> <td>10%</td> <td>7%</td> </tr> <tr> <td>Pas Très bien</td> <td>14%</td> <td>18%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>47%</td> <td>53%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Oui tout à fait bien géré	17%	15%	Assez bien	26%	25%	Non	1%	1%	Pas Très bien	10%	6%	Total général	53%	47%	Réponse	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Assez bien appropriés	18%	21%	Non	5%	6%	Oui tout à fait bien appropriés	10%	7%	Pas Très bien	14%	18%	Total général	47%	53%
Réponse	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Étiquettes de colonnes féminin (%)																																			
Oui tout à fait bien géré	17%	15%																																			
Assez bien	26%	25%																																			
Non	1%	1%																																			
Pas Très bien	10%	6%																																			
Total général	53%	47%																																			
Réponse	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)																																			
Assez bien appropriés	18%	21%																																			
Non	5%	6%																																			
Oui tout à fait bien appropriés	10%	7%																																			
Pas Très bien	14%	18%																																			
Total général	47%	53%																																			
<p>Conclusion</p>	<p>Malgré les différents appuis et ressources données auprès de ces intervenants, il est signifié que l'appui financier était insuffisant dans le cadre de transport des bénéficiaires lors de sensibilisation et ceci devrait être mieux pris en compte par le projet, nous ont indiqué certains intervenants du projet. On signale un nombre réduit des staffs de DFJ vis-à-vis des taches et zones à couvrir. Certains enquêtés déclarent que le projet n'avait pas utilisé une main d'œuvre locale dans leurs recrutements, d'où la plupart du personnel de DFJ dans ce projet provenait d'autres zones. De fait la liste des staffs recrutés par ZS fournie par DFJ montre que 80% des personnes ont été recrutés localement.</p>																																				
<p>CRITERE D'EVALUATION : DURABILITE</p>																																					
<p>4. Question de l'évaluation</p>	<p>Dans quelle mesure les résultats obtenus, notamment les changements positifs apportés à la vie des femmes et des filles (au niveau du but du projet), se perpétueront ils après l'achèvement du projet ?</p>																																				

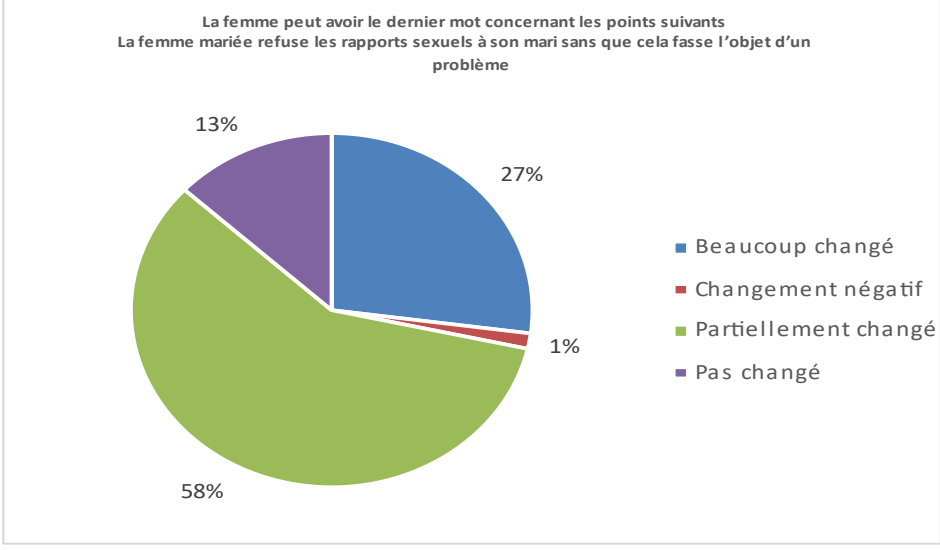
	Dans quelle mesure le projet a renforcé les capacités des parties prenantes ?																																	
Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation	<p>Le projet a renforcé les capacités des sensibilisateurs mais ses résultats ne pourront pas se perpétuer si le projet arrive à sa fin et qu'il n'y ait pas des activités après le projet. Il a été rapporté que la stratégie de sortie n'a pas été mise en place, pas de dotation des moyens nécessaires après le projet afin de faciliter la continuité des activités du projet alors que les gens ne fréquentent plus la police pour amener leurs plaintes et ils préfèrent désormais être à la clinique juridique de DFJ. Le projet a renforcé les capacités des parties prenantes à travers les formations et renforcements des capacités organisées à leur profit tout au long de sa mise en œuvre.</p>																																	
Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs	<p>Dans quelle mesure vous sentez-vous prêt et soutenu pour continuer à lutter contre les VSBG sans DFJ dans votre communauté?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>prêt</td> <td>27%</td> <td>31%</td> </tr> <tr> <td>pas du tout prêt</td> <td>1%</td> <td>1%</td> </tr> <tr> <td>Très prêt</td> <td>8%</td> <td>12%</td> </tr> <tr> <td>un peu prêt</td> <td>11%</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>47%</td> <td>53%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Selon vous, est ce qu'il y aura la continuité des activités de lutte contre les VSBG après le départ de DFJ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Non</td> <td>2%</td> <td>4%</td> </tr> <tr> <td>Oui tout à fait</td> <td>27%</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Un peu</td> <td>18%</td> <td>19%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>47%</td> <td>53%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	prêt	27%	31%	pas du tout prêt	1%	1%	Très prêt	8%	12%	un peu prêt	11%	10%	Total général	47%	53%	Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Non	2%	4%	Oui tout à fait	27%	30%	Un peu	18%	19%	Total général	47%	53%
Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)																																
prêt	27%	31%																																
pas du tout prêt	1%	1%																																
Très prêt	8%	12%																																
un peu prêt	11%	10%																																
Total général	47%	53%																																
Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)																																
Non	2%	4%																																
Oui tout à fait	27%	30%																																
Un peu	18%	19%																																
Total général	47%	53%																																
Conclusion	<p>Les résultats du projet continuent à être visibles dans la communauté et certaines activités continuent à être menées par les volontaires après l'achèvement du projet. L'implication des autorités locales qui par la note</p>																																	

circulaire indiquant les problèmes des VFFF comme une question de sécurité continuent à sensibiliser la population et d'autres acteurs sur la lutte contre les violences faites aux filles lors de différentes réunions de sécurité au niveau de leurs communautés respectives est vraiment remarquable et un élément fort sinon essentiel de ce projet. Les changements acquis grâce au projet pourraient continuer à s'observer et se propager dans la communauté, surtout concernant le genre et la masculinité positive où les hommes continuent à prendre certaines tâches ménagères comme activités qui les concernent tous ; mais aussi la scolarisation des enfants filles au même niveau que les enfants garçons qui continue.

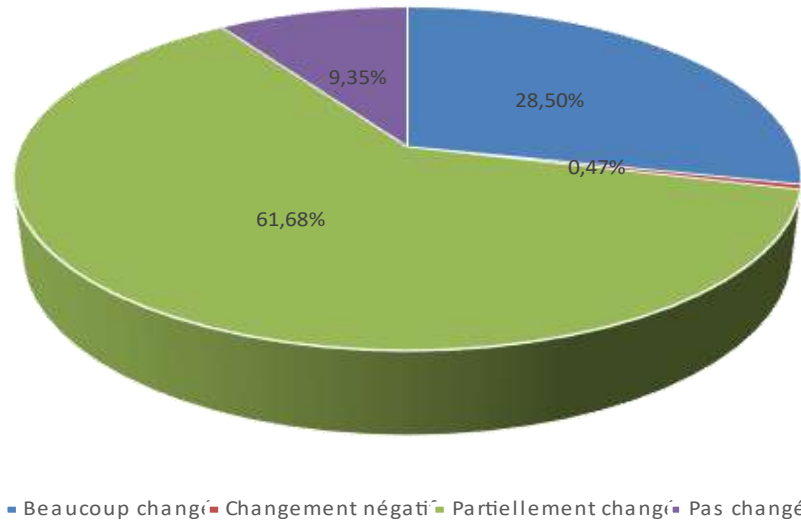
Sur la question de la durabilité du projet sur le long terme, deux facteurs jouent favorablement pour la pérennité des actions du projet, le premier facteur est en relation avec la réelle valeur ajoutée des Champions et Championnes genre, des volontaires communautaires SAA, des autorités politico administratives et des groupes de bénéficiaires qui ont témoigné d'une grande évolution de leur bien-être et une autonomie réelle. Ainsi la pertinence, l'efficacité et l'impact relevés, se reflètent la durabilité des mesures prises au niveau du projet. Le deuxième facteur est externe au projet, il est dû à l'augmentation de violences à l'encontre des femmes, d'où le besoin de la continuité des activités similaires et l'élargissement de la zone d'intervention avec une approche qui offre des solutions adéquates par l'approche féministe globale notamment à absence de protection des droits des femmes.

Quant à la pérennité des actions du projet, certaines activités qui nécessiteraient des moyens financiers pour leur durabilité (par exemple l'accompagnement juridique et judiciaire des victimes des violences sexuelles et basées sur le genre), il faut noter un grand défi qui a été documenté et qui empêcherait la pérennité des activités du projet, c'est le fait que DFJ n'avait pas mis en place une stratégie de sortie. Le projet est fini sans que les communautés ne soient proprement informées et préparées pour la continuation avec l'approche « appropriation communautaire ». L'approche d'engagement communautaire à la fois comme acteurs de changement et sujet de changement que le projet a utilisé a été un grand facteur de réussite et aussi de pérennité. DFJ rappelle que l'approche communautaire ayant engagé les membres des communautés les uns comme agents de changement et les autres comme sujet de changement est une partie de la stratégie de sortie qui avait été incluse même dans l'approche d'intervention. Cependant, la mise en place des AGR serait une bonne politique qui permettrait aux

		victimes des violences sexuelles et basées sur le genre d'avoir le moyen pour subvenir au besoin d'accompagnement juridique et judiciaire après le départ de DFJ.																
CRITERES D'EVALUATION D'IMPACT																		
5		IMPACT avec femmes et filles membres des ménages des hommes sensibilisés																
Question de l'évaluation		Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à éliminer la violence à l'égard des femmes ou à favoriser l'égalité des sexes et/ou l'autonomisation des femmes (que l'impact soit intentionnel ou non) ?																
Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation		<p>La femme peut avoir le dernier mot concernant les points suivants :</p> <p>La femme continue t elle de tolérer des actes violents de son partenaire, juste pour garder son foyer?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Beaucoup changé</td> <td>21,0%</td> </tr> <tr> <td>Partiellement changé</td> <td>65,4%</td> </tr> <tr> <td>Pas changé</td> <td>13,6%</td> </tr> </tbody> </table> <p>La femme peut avoir le dernier mot concernant les points suivants</p> <p>La femme mariée refuse les rapports sexuels à son mari sans que cela fasse l'objet d'un problème</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Beaucoup changé</td> <td>31%</td> </tr> <tr> <td>Partiellement changé</td> <td>51%</td> </tr> <tr> <td>Pas changé</td> <td>19%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Il ressort de ces données que la majorité des femmes et filles membres des ménages des hommes sensibilisés ont une certaine satisfaction en vivant les changements dans leurs foyers respectifs. Les anecdotes à</p>	Catégorie	Pourcentage	Beaucoup changé	21,0%	Partiellement changé	65,4%	Pas changé	13,6%	Catégorie	Pourcentage	Beaucoup changé	31%	Partiellement changé	51%	Pas changé	19%
Catégorie	Pourcentage																	
Beaucoup changé	21,0%																	
Partiellement changé	65,4%																	
Pas changé	13,6%																	
Catégorie	Pourcentage																	
Beaucoup changé	31%																	
Partiellement changé	51%																	
Pas changé	19%																	

		<p>notre disposition montrent qu'avant les hommes ne pouvaient pas se mettre avec les femmes pour parler du développement de la famille mais actuellement avec ce projet il y a eu mise en commun Les hommes ne vendent plus les récoltes des familles pour aller acheter l'alcool, les hommes commencent à travailler avec leurs épouses dans les activités des champs et des ménages La considération des avis des femmes dans les réunions familiales a été beaucoup citée par les enquêtés, ce qui justifie une satisfaction visible dans ce graphique</p> <p>La femme a gagné du pouvoir de décider ainsi la femme mariée peut refuser les rapports sexuels à son mari sans que cela fasse l'objet d'un problème, la femme défend sa dignité et sa réputation si elle est insultée par son partenaire ou quelqu'un de la communauté. La femme décide de l'utilisation de son revenu, comme son partenaire peut le faire sans avoir besoin de son avis</p>										
		<p>IMPACT avec les femmes et filles en général</p>										
<p>Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation</p>		<p>La femme peut avoir le dernier mot concernant les points suivants La femme mariée refuse les rapports sexuels à son mari sans que cela fasse l'objet d'un problème</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Beaucoup changé</td> <td>27%</td> </tr> <tr> <td>Changement négatif</td> <td>1%</td> </tr> <tr> <td>Partiellement changé</td> <td>58%</td> </tr> <tr> <td>Pas changé</td> <td>13%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	Beaucoup changé	27%	Changement négatif	1%	Partiellement changé	58%	Pas changé	13%
Catégorie	Pourcentage											
Beaucoup changé	27%											
Changement négatif	1%											
Partiellement changé	58%											
Pas changé	13%											

La femme peut avoir le dernier mot concernant les points suivants
L'achat ou la vente d'un véhicule, d'une maison, d'un terrain, d'un champ, d'un produit d'élevage comme une chèvre, une vache, etc.



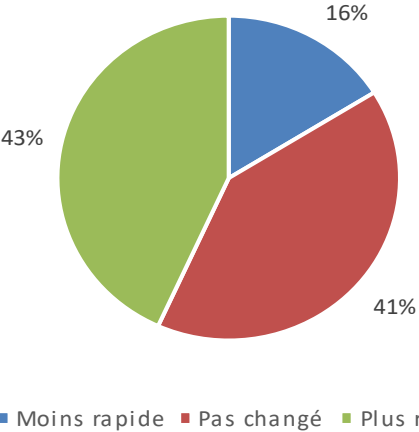
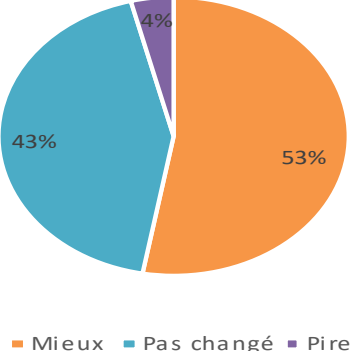
Il ressort des données en majorité 70% réalisent que leurs conditions des vies et qu'elles se sentent cette fois considérées et ont une certaine autonomie dans la gestion de biens dans le foyer, les femmes et les filles étaient dans l'ignorance mais après avoir reçue les sensibilisations, elles commencent à reconnaître leurs droits et les bénéficient

Ces changements ont été possibles grâce aux hommes qui sont devenus des alliés de leurs épouses, les hommes et les femmes sont devenus des complices, les données recueillis renseignent que la plupart des hommes et garçons ne peuvent plus commettre un acte de viol car ils savent déjà que DFJ (*pour insinuer la justice*) va s'occuper d'eux, ce qui montre un impact et une réussite de sensibilisation de la communauté.

La femme peut avoir le dernier mot concernant les points suivants : l'achat ou la vente d'un véhicule, d'une maison, d'un terrain, d'un champ, d'un produit d'élevage comme une chèvre, une vache, la femme peut avoir le dernier mot pour l'enregistrement des biens à son nom, tout comme son partenaire peut le faire à son propre nom ; elle peut avoir le dernier mot sur l'ouverture d'un compte bancaire et à quel nom l'ouvrir, elle peut intégrer un groupe d'association villageois d'épargne et de crédit et cela ne devrait pas avoir un impact négatif dans leur ménage.

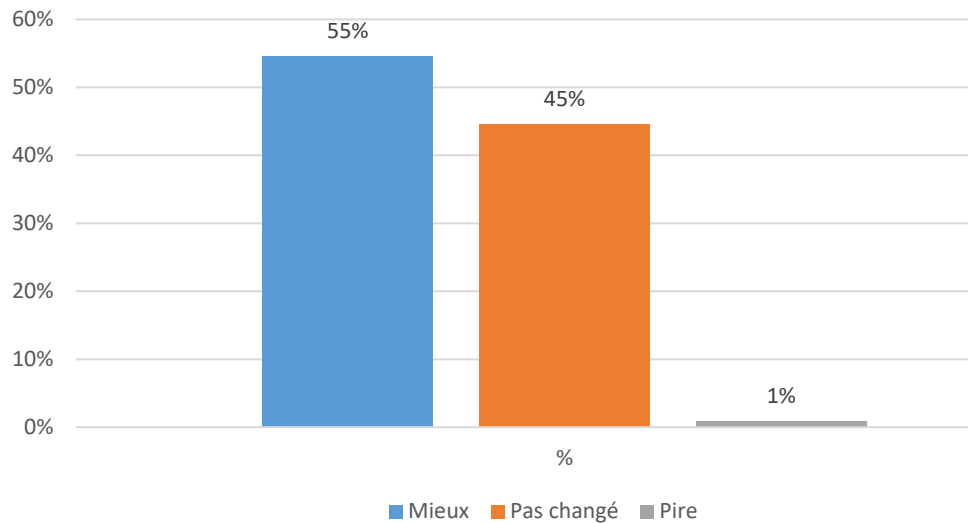
Conclusion

Les informations collectées justifient un impact positif, elles prouvent également qu'il y a une amélioration de la protection contre les violences au sein des ménages ainsi les femmes affirment que leur

		sentiment de sécurité individuelle contre les violences au sein des ménages a augmenté et que le degré de protection contre les violences de la part de leurs partenaires intimes s'est amélioré. Les femmes et filles interrogées affirment aussi qu'elles se sentent protégées contre les violences par les hommes de leur communauté de vie.																
		IMPACT avec Femmes bénéficiaires de l'aide légale																
Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation		<p data-bbox="630 495 1370 554">Au niveau de la police quelle est la rapidité des services (plaintes traitées dans le délai).</p>  <table border="1" data-bbox="743 596 1159 1024"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Moins rapide</td> <td>16%</td> </tr> <tr> <td>Pas changé</td> <td>41%</td> </tr> <tr> <td>Plus rapide</td> <td>43%</td> </tr> </tbody> </table> <p data-bbox="505 1062 1455 1213">Commentaire : 43 % des répondants victimes de VBG estiment que la rapidité des services et traitements des dossiers, 41% qui pensent que le changement n'a pas été très significatif contre 16% qui estiment très lent le délai de traitement des dossiers.</p> <p data-bbox="605 1310 1455 1369">Changement des Risques pour s'adresser et se rendre aux parquets/tribunaux/cours pour les femmes et les filles qui veulent s'adresser ou se rendre à ces instances²</p>  <table border="1" data-bbox="824 1432 1172 1780"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Mieux</td> <td>53%</td> </tr> <tr> <td>Pas changé</td> <td>43%</td> </tr> <tr> <td>Pire</td> <td>4%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	Moins rapide	16%	Pas changé	41%	Plus rapide	43%	Catégorie	Pourcentage	Mieux	53%	Pas changé	43%	Pire	4%
Catégorie	Pourcentage																	
Moins rapide	16%																	
Pas changé	41%																	
Plus rapide	43%																	
Catégorie	Pourcentage																	
Mieux	53%																	
Pas changé	43%																	
Pire	4%																	

Commentaire : 53 % des répondants victimes des VBG se sentent en confiance toutes les fois qu'elles s'adressent aux instances judiciaires, 43% estiment qu'elle n'a pas changé contre 16% qui estiment qu'elles devenus pire.

8. Changement dans la manière dont ces instances accordent de l'importance à la répression systématique violences à l'égard des femmes et filles



Commentaire : 55 % des répondants victimes des VBG admettent que les instances judiciaires et la police ne tolère plus les abus et le réprime sentent, 45 % estiment que les changements ne sont toujours pas visibles contre 1% qui pense que qu'elle devenu pire qu'avant.

Ces données récoltées prouvent à suffisance que les femmes victimes des VBG savent avec beaucoup de précision le circuit de référencement et qu'elles ont une certaine confiance en elle, et la communauté sait déjà les différentes formes de violences ainsi que le mécanisme de dénonciation, de référencement et de suivi des cas de VBG

Les enquêtés disent qu'ils n'assistent plus aux bagarres qui étaient régulières dans les ménages, les Administrateurs des territoires ont instruit aux différents services étatiques d'institutionnaliser la question des VBG dans leurs activités de routines et cela à travers la note circulaire initiée par ces derniers, ce qui a aussi impacté pour le changement positif.

La communauté sait déjà les différentes formes de violences ainsi que le mécanisme de dénonciation, de référencement et de suivi des cas de VBG

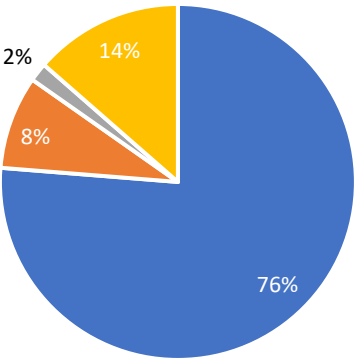
Durant la collecte des données nous avons reçu beaucoup des témoignages pour attester l'impact, parmi lesquels ont peut citer certaines déclarations

- **"Nous étions dans l'ignorance mais maintenant nous connaissons très bien nos droits et nos maris savent aussi, nous sommes contents "**, avoue une femme bénéficiaire dans le territoire de Lubero à Kasima.
- **"Dans nos foyers les hommes sont devenus nos alliés et complices, ils nous parlent de tout et nous demandent même nos avis avant de dépenser l'argent, nous nous sentons valorisées et sommes heureux"**, avoue une femme de Kanyabayonga dans la zone Kayna.
- **"Avant les hommes ne pouvaient pas se mettre avec les femmes pour parler du développement de la famille mais actuellement avec ce projet il y a eu mise en commun"**, a dit une femme à Muja, ZS de Nyiragongo.
- **"Dans le village des garçons sont informés que si on fait quelque chose de mal à la femme, elle va dénoncer directement chez DFJ ils savent déjà que DFJ va s'occuper d'eux"**, a dit une fille de Rubare dans la zone de Rutshuru ".
- Les parents ne peuvent plus discriminer les filles au profit des garçons.
- Les gens sont informés que si on fait quelque chose de mal à la femme, elle va dénoncer directement chez DFJ.
- Les femmes ont déclaré que le rapport sexuel ne fait plus l'objet de dispute au sein de leurs foyers, d'où il y a déjà un consentement entre les deux partenaires avant de passer à l'acte sexuel, ça ne se fait plus avec brutalité.
- Avant les hommes ne pouvaient pas se mettre avec les femmes pour parler du développement de la famille mais actuellement avec ce projet il y a eu mise en commun.
- Actuellement les femmes sont impliquées dans des cérémonies de discussion de dot de leurs filles, ce qui ne se faisait pas auparavant.
- Les Administrateurs des territoires (qui sont les autorités hautement placées des zones géographiques du projet) ont instruit aux différents services étatiques d'institutionnaliser la question des VBG dans la chaîne de gouvernance et cela à travers des notes circulaires initiées par ces derniers assorties des mesures d'exécution, ce qui a aussi impacté pour le changement positif.

		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les hommes pouvaient se marier avec plusieurs femmes, mais actuellement ces cas de mariages ont diminué sensiblement dans certaines communautés. ➤ Les garçons ont compris que prendre une fille de moins de 18 ans en mariage est une infraction, les femmes désormais participent à des réunions communautaires. ➤ La participation des hommes et garçon aux travaux ménagers a été beaucoup cité par les enquêtés, ce qui justifie un changement positif sur la répartition des tâches ménagères. ➤ La considération des avis des femmes dans les réunions familiales a été beaucoup cité par les enquêtés, ce qui justifie la prise en compte des avis de ces dernières. ➤ Actuellement, les parents envoient tous les enfants à l'école sans aucune discrimination de sexe. ➤ La communauté sait déjà les différentes formes de violences ainsi que le mécanisme de dénonciation, de référencement et de suivi des cas de VBG. ➤ Les hommes ne vendent plus les récoltes des familles pour aller acheter l'alcool, les hommes commencent à travailler avec leurs épouses pour les activités des champs et des ménages. ➤ L'on rapporte une initiation des dialogues au sein des familles, auxquels les filles et garçons ont désormais droit de participer.
	<p>Aspects du projet qui ont entraîné ce changement.</p>	<p>Au cours de l'évaluation du projet « Mettons fin aux VBG chez nous maintenant », plusieurs aspects du projet ont été cités par les différentes parties prenantes comme ayant favorisé un changement très significatif. Cependant, on cite :</p> <ul style="list-style-type: none"> o L'approche communautaire penchée sur les capacités locales pour générer les changements souhaités et cela grâce aux multiples initiatives du projet dont celles de la formation, de la mobilisation et de l'engagement des hommes et garçons, et des femmes et filles afin qu'ils servent de levier pour la réalisation des transformations sociales voulues au sein de leurs communautés respectives. o L'innovation mise en place par les organisations bénéficiaires des subventions a facilité l'adaptation du projet et du budget au changement contextuel pendant les crises. o Le transfert des compétences institutionnelles et opérationnelles initiée par le projet.
	<p>Conclusion</p>	<p>L'impact de ce projet est bien mesuré et démontré sur les femmes et les filles conformément au but du projet elles témoignent d'une</p>

		<p>amélioration de leur sécurité contre la violence à leur égard dans les ménages et dans leurs communautés de vie.</p> <p>Au niveau de l'impact engendré par le projet, un des aspects les plus apprécié est la dynamique créée au niveau des autorités politico administratives à travers la mise en place de la note circulaire en lien avec les VBG et qui a favorisé la réalisation de plusieurs changements identifiés et mesurés dans la vie des femmes et filles.</p> <p>L'analyse de l'impact est très intéressante sous différents angles, à ne citer que ces exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> o L'impact sur les Champions et Championnes genre et les volontaires communautaires SAA, notamment ces derniers qui sont devenus porteurs de messages de lutte contre la discrimination de la violence, via des activités de sensibilisation et de plaidoyers au sein de la communauté o L'impact de la femme sur le pouvoir de prendre une décision au même niveau que l'homme au sein du ménage, qui outre l'évolution de leur bien-être et l'acquisition de la liberté d'expression ; <p>Les témoignages des enquêtés prouvent que certains hommes ayant participé aux activités de sensibilisation sur le genre et la masculinité positive ont changé leur comportement vis-à-vis de leurs épouses grâce au dialogue et à la répartition des tâches ménagères, d'où on observe cette égalité du genre car il n'y a plus des tâches ménagères réservées aux femmes ou aux filles ni aux hommes ou aux garçons.</p> <p>Il sied de signaler que pour l'aspect juridique, il y a eu un peu de soucis, d'abord le temps de traiter les dossiers, un seul avocat pour 5 communautés, il n'y avait pas un moyen de transport approprié et spécial pour ce volet d'où ils utilisaient des taxi moto et du coup à partir de ces motards, tout le village devrait être au courant de ce qui se passait et cela exposait la victime aux représailles de son bourreau ; violait l'aspect de confidentialité mais aussi la dignité de la victime était bafouée.</p>
CRITERE D'EVALUATION : PRODUCTION DES CONNAISSANCES		
6	Question de l'évaluation	Dans quelle mesure le projet a-t-il généré des connaissances ou des pratiques prometteuses ou émergentes dans le champ des VFFF susceptibles d'être répertoriées et partagées avec d'autres praticiens ?

<p>Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'implication des autorités locales et l'institutionnalisation des thématiques de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au sein des différents services étatiques démontrent un impact positif dans les communautés et cela grâce à la note circulaire initiée et signée par les Administrateurs des Territoire, Cette note circulaire mis à la disposition de tous les chefs des villages et notables ; laquelle classifiant les actes des violences faites aux femmes et aux filles comme un problème majeur d'abus et d'insécurité dans les communautés. Donc, depuis le lancement d'un atelier initié par les Administrateurs de territoire, chaque réunion locale de sécurité intègre la question de lutte contre les VFFF parmi les points de discussion, elle est abordée et trouve des mécanismes de prévention et réponse, ce qui a contribué aussi à la réduction des actes des VFFF car les bourreaux commencent à avoir peur de commettre des actes des violences. Cette implication des autorités locales s'exprime à 70% car la note circulaire ➤ L'approche communautaire a réussi et elle est toute nouvelle dans la zone et parmi les plus grandes connaissances nouvelles générées par ce projet. Elle a permis à DFJ d'utiliser les membres des communautés ce qui a facilité énormément l'atteinte des différents résultats du projet. Les communautés ont porté à bras ouvert le projet et ont travaillé directement avec DFJ ; cette nouvelle approche a permis de corriger les erreurs des approches avec les dirigeants coutumiers et que pour plus de réussite dans l'avenir il devra travailler avec eux comme parties prenantes clés. L'implication des autorités locales et l'institutionnalisation des thématiques de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au sein des différents services étatiques démontrent un impact positif dans les communautés et cela grâce à la note circulaire initiée et signée par les Administrateurs des Territoires ➤ Aussi les Hommes sont partie prenante et incontournables pour VFF ➤ Certaines formes des violences sont encore ignorées par la communauté d'où il faudra intensifier les sensibilisations afin que ces dernières soient informées de toutes les formes des violences et cela faciliterait son éradication. ➤ Le dynamisme du bailleur dans la gestion du projet est remarquable et a contribué à la réussite de ce projet, il a été flexible au changement de contexte et encouragé l'adaptation des orientations selon les besoins et le contexte. ➤ Certaines choses qui semblaient impossibles sont devenues réalités quotidiennes visibles ainsi les travaux qui étaient réservés aux femmes sont faits par tous les membres du ménage sans distinctions ; on fournit un service juridique avec sensibilisation, les femmes y accèdent et en viennent à dénoncer les VFFF. Il a été constaté que si on fournit un service juridique avec des
---	--

	sensibilisations, les femmes y accèdent facilement et se sentent à l'aise de dénoncer les VFFF.										
Conclusion	<p>Avec une approche communautaire reposant sur les capacités locales pour générer les changements souhaités : le projet a mobilisé, formé et engagé des hommes et des femmes afin qu'ils/elles servent de levier pour la réalisation des transformations sociales voulues au sein de leurs communautés respectives.</p> <p>L'adaptation du projet et de son budget aux changements contextuels permet aux organisations bénéficiaires des subventions d'innover et d'être sur une voie de réadaptation perpétuelle du projet et de ses approches d'intervention toutes les fois que c'est nécessaire</p> <p>La confiance et l'estime du Fonds d'affection spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles envers les bénéficiaires de ses subventions est une véritable source d'inspiration pour les organisations féminines émergentes et d'autres bailleurs des fonds La prise en compte du renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles : Les projets visant l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles ne seront rentables que lorsqu'ils sont portés par des organisations fortes et en perpétuelles croissance institutionnelle.</p> <div data-bbox="495 1050 1464 1627"> <p>Comment appréciez-vous le renforcement des capacités des différentes parties prenantes au travers le projet « Mettons fin aux VSBG chez nous maintenant » dans votre communauté ?</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bonne</td> <td>76%</td> </tr> <tr> <td>Moyen</td> <td>8%</td> </tr> <tr> <td>Pas bon</td> <td>2%</td> </tr> <tr> <td>Très bon</td> <td>14%</td> </tr> </tbody> </table> </div> <p>Commentaire : 76% estiment que les capacités des différentes parties prenantes au travers le projet étaient bonnes, 14% estiment que c'est très bon, 8% estiment que ce n'est que moyen et 2% estiment que ce n'est pas bon.</p>	Catégorie	Pourcentage	Bonne	76%	Moyen	8%	Pas bon	2%	Très bon	14%
Catégorie	Pourcentage										
Bonne	76%										
Moyen	8%										
Pas bon	2%										
Très bon	14%										

Aspects du projet qui ont entraîné ce changement.	<p>La stratégie adoptée par le projet verse dans la production des connaissances en faveur de la valorisation des différentes activités du projet.</p> <p>Effectivement, la mission d'évaluation a pu établir les bases de la production des connaissances de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une expérience et de bonnes pratiques lors de la mise en œuvre du projet ; ➤ Une restitution de la réalité par l'observation et la pratique qui ont enrichi le modèle établi ; ➤ La réussite de ces nouvelles pratiques auprès des bénéficiaires et parties prenantes du projet ; ➤ Les résultats de ces pratiques pour mener des plaidoyers.
Conclusion	<p>La production des connaissances est une base de réussite pour le projet « Mettons fin aux VBG chez nous maintenant » Elle constitue un gage de pérennité et un gain pour les bénéficiaires et autres parties prenantes au projet. La note circulaire était initiée par les Administrateurs des Territoires afin d'institutionnaliser la question des VSBG au sein des différents services étatique niveau de la notabilité et donc on peut dire que son impact est positif dans la mesure où toutes la mesure où toutes les questions liées aux VSBG seront discutées et traitées de manière régulière dans des activités.</p>

ÉGALITE DES SEXES ET DROITS HUMAINS

7	Question de l'évaluation	Dans quelle mesure des approches basées sur les droits humains et sensibles au genre ont été intégrées à l'ensemble du projet ?
	Réponse à cette question d'évaluation avec l'analyse des principales constatations par l'équipe d'évaluation	<p>On note actuellement une forte participation des femmes dans certaines activités comme le commerce, certaines sont membres des AVEC et gèrent bien sans soucis leurs AGR.</p> <p>Les hommes et les garçons commencent à accompagner leurs femmes, filles et sœurs au champ. Les défis restent au niveau du partage équitable de l'héritage des biens à cause du pouvoir coutumier car les filles et les femmes ne peuvent toujours pas accéder au pouvoir coutumier. Sur ce point il y a aussi le changement de comportement des hommes qui se fait remarquer par le fait que la femme commence à se mettre debout dans un public pour enseigner.</p> <p>D'ailleurs, un chef coutumier (Mwami) a même installé une femme dans son bureau comme secrétaire et parmi les cheffes des 10 maisons, il y en a aujourd'hui parmi elles des femmes.</p>

		<p>Il y a changement des comportements et mentalités observés aujourd'hui car les hommes et garçons partagent avec les femmes les idées ;</p> <p>Oui, les hommes ont compris que la femme est égale à l'homme devant la loi ;</p> <p>Certains hommes commencent aussi à participer aux activités champêtres qu'ils laissaient uniquement aux femmes. Oui, un peu car il y a encore certains hommes et garçons qui continuent à suivre les exigences de la coutume. Vu que le changement est un processus, on espère à une amélioration avec le temps. Oui, la masculinité positive ou les hommes, garçons ne se considèrent pas le sexe, comme étant au-dessus des femmes et filles mais plutôt de travailler pour l'émergence de leurs ménages.</p>																					
	<p>Éléments de preuve quantitatifs ou qualitatifs</p>	<p>Dans quelle mesure les relations de genre ont évolué de manière positive ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Étiquettes de colonnes féminin (%)</th> <th>Étiquettes de colonnes Masculin (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Assez bien</td> <td>11%</td> <td>8%</td> </tr> <tr> <td>Bien</td> <td>27%</td> <td>34%</td> </tr> <tr> <td>Pas bien</td> <td>1%</td> <td>1%</td> </tr> <tr> <td>Pas du tout</td> <td>0%</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>Très bien</td> <td>8%</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>Total général</td> <td>47%</td> <td>53%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)	Assez bien	11%	8%	Bien	27%	34%	Pas bien	1%	1%	Pas du tout	0%	0%	Très bien	8%	10%	Total général	47%	53%
Catégorie	Étiquettes de colonnes féminin (%)	Étiquettes de colonnes Masculin (%)																					
Assez bien	11%	8%																					
Bien	27%	34%																					
Pas bien	1%	1%																					
Pas du tout	0%	0%																					
Très bien	8%	10%																					
Total général	47%	53%																					
	<p>Conclusion</p>	<p>Les approches basées sur les droits humains et sensibles au genre ont bien été intégrées à l'ensemble du projet. Certains hommes et les garçons ont changé d'attitudes et comportements grâce à l'intervention du projet. Avant l'intervention, dans certaines communautés, ces derniers se considéraient comme des chefs au détriment des femmes et filles et actuellement, ils ont commencé à changer leurs attitudes face aux femmes et filles à travers le dialogue conjugal, le partage des biens d'héritage, l'implication dans la prise des décisions, la répartition des tâches ménagères, etc.</p> <p>Le projet a favorisé l'égalité des sexes dans toutes ses interventions et dans chaque catégorie des cibles utilisées dans le projet, on retrouve 50% d'homme et 50% des femmes (par exemple pour les champions et</p>																					

championnes genre on retrouve 15 Hommes et 15 femmes). DFJ dans son approche genre considère de part égale la participant des hommes et des femmes dans toutes les activités du projet, ce qui est très positif. Surtout pour ce qui concerne la participation aux tâches ménagères, certains hommes commencent aussi à participer aux activités champêtres qu'ils laissaient uniquement aux femmes.

Un bénéficiaire de la ZS de Lubero a témoigné qu'avant, il ne pouvait pas puiser de l'eau, bercer l'enfant, faire le champ ni chercher les bois de chauffage mais le jour même du passage des enquêteurs dans le cadre de cette évaluation, le même bénéficiaire revenait de la brousse avec les bois de chauffage qu'il transportait à son dos. Ce dernier a expliqué qu'avant, il considérait la femme comme une personne à exploiter et qu'elle ne pouvait pas jouir des mêmes droits comme lui en tant qu'un homme et après les activités initiées par le projet, il est transformé positivement et prend désormais la grande partie des taches dans son ménage.

Certains bénéficiaires déclarent avoir beaucoup appris dans le cadre d'autonomisation de la femme malgré la barrière financière qui leur empêchent de concrétiser leurs désirs. Malgré cela, certaines femmes commencent à intégrer des groupes AVEC pour voir dans quelle mesure subvenir aux besoins de leurs ménages et éviter de laisser toute la charge des dépenses à leurs époux, elles ont donc témoigné avoir trouvé un consensus avec leurs époux afin de se partager les couts des loyers par exemple, la scolarisation des enfants ainsi que l'appui à la consommation alimentaire dans leurs ménages. Concernant la satisfaction du genre nous pouvons dire que c'est **moyennement**, quelques hommes ont déclaré que leurs femmes ne se soumettent plus avec comme allusion qu'elles pourraient aller accuser ces derniers auprès de DFJ en cas des violences physiques et que DFJ devrait intervenir à leur faveur, d'où au lieu de changer positivement elles ont changé négativement. D'autres hommes et femmes déclarent être satisfaits car selon eux, il y a les changements des comportements qu'ils observent déjà dans leurs ménages, lesquels comportements ont créé une sorte d'harmonie dans le développement de leurs foyers.

6. CONCLUSION D'ÉVALUATION

Critères d'évaluation	Conclusions
<p>Conclusion générale</p>	<p>Le projet, grâce à sa construction cohérente et pratique basée sur l'apprentissage et l'observation, a pu améliorer la chaîne de services qualitativement et quantitativement. Les outils ont été expérimentés et réussis. La collaboration avec les services étatiques a été consolidé et donne la voie pour de nouvelles perspectives pour appuyer le plaidoyer et pour assurer la pérennité des activités au sein de la communauté.</p> <p>Reposant sur une théorie du changement pertinente et développée après une analyse socio culturelle fine, ce projet a bien répondu à des besoins fondamentaux pour répondre aux VBG, en particulier la quête de justice et s'est appuyé sur une forte mobilisation communautaire et des leaders des changements indispensables notamment des hommes qui ont été au cœur de changement constatés. On remarque que cette dynamique a été engagée avec une forte mobilisation des autorités administratives ainsi que des chefs traditionnels qui sont en majorités masculin et qui ont été engagés dans ce combat de changement.</p> <p>Ces acteurs des changements ont été beaucoup rapportés à travers les données collectées par nos informateurs ; par exemple, il a été signalé une amélioration au niveau du partage des tâches ménagères mais aussi une amélioration sur leurs comportements dominateurs violents au paravent. Il faut dire que les femmes retrouvent leur assurance de défendre leurs droits, dénoncer les actes insensés et cela devrait se passer n'importe où, que ce soit en public.</p> <p>Ces changements constatés après ce projet sont vivement encourageants et à mettre au compte de tous les personnels DFJ et différents partenaires qui ont concouru à sa matérialisation.</p> <p>La pérennité de ce changement est sujette à différentes conditions car elle reste fragile selon les zones et communautés.</p> <p>Au-delà dès la prise en charge juridique des femmes victimes des VBG, les enjeux derrière ce projet mise en œuvre par DFJ c'est la paix, le bien-être de tous dans la famille gage de paix sociale, qualité de vie et une vie plus harmonieuse, Après tous les troubles et conflits armés qui sévissent dans la</p>

	région, la force de ménage est un élément capital du bonheur de la famille ce qui transparait déjà par les effets du projet et au niveau des résultats.
Efficacité	<p>Le résultat attendu de ce projet est entièrement atteint pour les bénéficiaires et autres parties prenantes qui ont acquis des connaissances et les outils pour prévenir les VBG, se protéger et se défendre. La stratégie de l'approche communautaire et basée sur le droit mis en place par la DFJ a permis d'atteindre les objectifs et selon la majorité des répondants, les activités du projet ont soulagé un nombre considérable des problèmes des VFF de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Plaidoyer communautaire pour influencer le changement ➤ Engagement des hommes et des garçons à travers les dialogues communautaires sur genre et masculinité ➤ Intensité des messages en impliquant aussi les hommes et les garçons ➤ Aide légale, victimes et celles qui veulent aider les autres, travail avec la justice, audiences foraines ➤ Enquêtes de police (transfert de coupables présumés) ➤ Faciliter la justice à être plus réactive envers dossiers de victimes ➤ Capacités techniques des femmes actrices et pas seulement bénéficiaires actrices dans le plaidoyer facilitatrices agents de changement ➤ Capacités de DFJ pour la suite et élimination de la violence envers les femmes et filles ➤ Renforcement des capacités institutionnelles pour que la DFJ soit en mesure de se contenir pendant les crises ➤ Identification des mobilisateurs communautaires au sein de la communauté parmi les leaders ➤ Leur formation et renforcement des capacités et séances de dialogue ➤ Permanence sur le terrain bureaux polyvalents qui reçoivent les agents impliqués sur le terrain et coordination ➤ Mise en place d'équipe hétérogène mais surtout avec des femmes mais aussi des hommes pour parler avec toutes les catégories ➤ Mise en place de politiques qui permettent de répondre aux différentes attentes <p>La composante « renforcement des capacités institutionnelles » a permis à DFJ de s'adapter rapidement au contexte inédit de CONVID-19, de devenir rapidement l'une de meilleurs élèves en matière d'innovation pour adapter les approches et les interventions aux contextes changeants car certaines activités ont pu être maintenues mais autrement en limitant</p>

	<p>les contacts en présentiel dans le contexte pandémique. La DFJ a fait preuve de créativité en achetant le matériel nécessaire et proposant les formations adéquates aux personnels, en tant qu'institution elle est sortie du contexte de COVID-19 plus renforcée et à la fin de ce projet, plus résiliente que jamais face aux situations des crises.</p>
Pertinence	<p>Les objectifs du projet sont pertinents, l'approche adoptée par la DFJ est une réponse efficace et pertinente pour la lutte contre les VBG. La majorité des enquêtés ont témoigné que les hommes ont bien permis le changement et que tout le monde se retrouve bien à travers l'aspect communautaire jugé fort, les sensibilisations fortes sur les VFFF mais aussi les activités qui ont bien touché les aspects vécus par les femmes. La stratégie retrouve bien tous les aspects discutés dans les interventions communautaires.</p>
Efficiace	<p>L'efficiace du projet est attestée, l'équipe du projet a pu assurer l'optimisation des ressources.</p> <p>D'une manière générale, les objectifs fixés par le projet ont été atteints en temps voulu quand le projet a été clôturé sauf qu'il faut noter l'accompagnement des changements chez les hommes qui reste à consolider, l'engagement des autorités qui n'est pas jusque-là du tout complet.</p> <p>Par ailleurs, il faut noter que les modules utilisés n'étaient pas adaptés car la plupart des bénéficiaires ne savent pas lire ni écrire</p>
Durabilité	<p>Bien que DFJ n'aie pas mis en place une stratégie de sortie bien établie (sortie mal informée car les populations ne savaient pas que le projet avait pris fin), les changements engagés pourront se perpétuer grâce aux facteurs ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➡ La mise en place d'une note circulaire qui a facilité l'institutionnalisation des normes au sein de tous les services étatiques ; ➡ Le dialogue permanent entre différentes couches de la population (Couples, jeunes garçons et filles, autorités coutumières) ; ➡ L'investissement important dans les renforcements des capacités des leaders et autorités ; ➡ L'approche communautaire qui a consisté à engager les communautés pour continuer à servir de piliers dans la lutte contre les VFFF ; ➡ La transformation des normes et l'engagement des dirigeants des entités pour transformer les normes qui serviront de leviers ; ➡ Au niveau du territoire, dans chaque réunion des différents secteurs, sensibilisation sur la lutte contre les VBG et cela continue et soulage mieux la communauté.

	<p>Certains éléments de fragilité existent toutefois (signalés au-dessus) et appelleraient à des mesures de consolidation de la pérennité. Grâce à la valeur ajoutée dans la production de connaissances et les effets positifs sur les participants aux différentes activités du projet, les actions du projet s'inscrivent dans la durabilité. Le besoin d'accompagner les structures étatiques et autres institutions œuvrant dans la lutte contre les VBG est clairement annoncé.</p>
Impact	<p>L'impact des activités du projet est très significatif notamment auprès des bénéficiaires directs et indirects ainsi que d'autres parties prenantes. Les hommes et femmes ont participé activement et sont porteurs de messages de sensibilisation pour lutter contre les VFFF. Les partenaires sont sensibilisés et conscients de la problématique.</p> <p>Le dialogue au sein des ménages qui déclenchent des attitudes positives sont des pratiques et/ou comportements qui ont été fortement influencés, et ont contribué à l'impact positif des activités du projet. Les éléments ci-dessous illustrent l'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Diminution des mariages forcés depuis les sensibilisations faites par la DFJ ; ➤ Changement des attitudes dans les ménages ; ➤ Parfois changement à cause de ce qui se passe dans les autres ménages voisins et cela impacte positivement chez les hommes, voir même ceux qui n'ont pas suivi de formation ; ➤ Masculinité positive ; ➤ Réduction des VFFF ; ➤ Les femmes et filles peuvent dénoncer ; <p>Toutefois une clinique par zone c'est trop peu car les villages sont très éloignés alors que les victimes ont besoin d'une écoute de proximité.</p>
Production de connaissances	<p>La production des connaissances est une base de réussite pour le projet « Mettons fin aux VBG chez nous maintenant », Un gage de pérennité et un gain pour la communauté. Malheureusement les partenaires et les institutions intervenantes ne prennent pas en considération tout ce savoir et savoir-faire.</p> <p>Les résultats montrent les relations ambivalentes entre une approche communautaire qui a permis d'utiliser les membres des communautés, des dirigeants coutumiers avec une nouvelle approche et le fait de les avoir engagés pour travailler avec la base, il a été remarqué que les hommes ne doivent pas être toujours traités des acteurs de violence, dans ce projet ils</p>

	<p>ont été des bons acteurs de changement et ont été des participants actifs au changement durable des normes, bien accusé des responsable des VSBG ils sont partie prenante et incontournables pour VFFF, donc pour arriver ce fléaux tout le monde doit se soutenir et a différents pour que les violences soient combattues au mieux ce qui a été une réussite dans au cours de la mise en œuvre de ce projet.</p> <p>Ayant compris que les lois du pays a elles seul ne suffisent pas pour éliminer les VSBG dans les communautés, les normes sociales dans les communautés sont parfois plus forte que les lois et si nul n'est hors de la loi dans lutte contre les VGB on ne doit pas dire seulement les lois sont bonnes mais les mettre à l'épreuve des normes sociales deviens indispensable et de ce fait Approche juridique ne suffit pas approche mais devient complémentaire dans une communauté, cette ambivalence cohérente encore nouvelle dans la communauté été source de réussite et peut être dupliquer dans d'autres zones.</p> <p>En bref Approche juridique ne suffit pas approche l'approche communautaire devient complémentaire et voir indispensable pour bien collaborer avec les leaders coutumiers qui ont une place prépondérante dans les communautés.</p>
<p>Égalité des sexes et droits humains</p>	<p>Le projet a remarquablement contribué à une meilleure égalité des sexes et des droits humains, non pas que la situation soit parfaite car encore bien des progrès restent à réaliser et qui plus la situation de violence et déplacement de population met à mal les droits de chacun, mais de nombreux éléments illustre cette dynamique de changements en cours qui devrait pouvoir perdurer et même augmenter avec la présence des champions comme exemples.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Beaucoup d'élément ont démontrés une amélioration de l'égalité des sexes et les droits humains différents rapports et des récits atteste une présence des hommes ainsi que des femmes ns dans les formations. <p>Les femmes et filles des plusieurs communautés ont même témoigné que leurs hommes portent du bois de chauffage comme l'atteste l'image à la page de garde de ce rapport ce qui était impossible avant.</p> <p>Les femmes reconnaissent avec satisfactions que les hommes ont sensiblement diminuer la violence physiques et sexuels dans les foyers.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La situation reste plus difficile sur les questions économiques car les hommes veulent être les décideurs. ➤ Le plus grand principe reste que c'est l'auteur d'une grossesse qui en prend soin est mieux respecté. ➤ Les données collectées auprès des hommes démontrent un changement mais de manière négative au niveau des violences économiques. Par exemple un homme de Tchengerero (ZS de Rwanguba) a dit, je cite :

	<p>"Tous nous suivons des séances mais quand on parle d'autonomisation, mes femmes ont pris des ressources du ménage sans me demander mon avis".</p> <p>Il a clairement noté ici qu'un changement visible malheureusement avec abus, il reste à savoir si cela est dû à une mauvaise compréhension des femmes ou bien une erreur dans l'enseignement du projet.</p>
Autres	<ul style="list-style-type: none">➡ Pas de référencement clair vers le psychologue.➡ Certaines victimes et acteurs ne sont pas satisfaites car l'approche n'est pas faite comme psychosociale communautaire➡ Aucune considération ou négligence des besoins économiques➡ Pas d'orientation vers les autres partenaires œuvrant dans le même domaine pour la complémentarité.➡ Faiblesse du travail en réseau et manque d'investissement dans cette dynamique fondamentale.

7. RECOMMANDATIONS

Ces recommandations réalistes sont formulées et adressées à différents niveaux opérationnels du projet, elles sont aussi pragmatiques que possible et soigneusement ciblées sur les publics concernés, elles couvrent le projet dans son intégralité par rapport aux critères d'efficacité, de pertinence, d'efficience, de durabilité et d'impact, ainsi que par rapport aux critères transversaux d'égalité des sexes et de droits humains Il est espéré que ces recommandations permettent Identifier et d'améliorer les enseignements clés et les bonnes pratiques prometteuses ou émergentes dans le champ de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, à des fins d'apprentissage.

Les recommandations sont ici présentées de manière à couvrir les demandes formulées dans les TdR, tout en offrant une perspective beaucoup plus large en référence à d'autres politiques communautaires, nationales ou locales connexes. Présentées sous forme d'options d'actions possibles, les recommandations sont hiérarchisées. Certaines recommandations ont été testées dans un contexte similaire et pour d'autres, la validité pourrait être considérée par rapport aux ressources humaines, aux contraintes culturelles et religieuses, aux limitations budgétaires, aux orientations politiques et à l'ouverture aux ONG ou aux organisations de la société civile ouvrant dans la zone. Certaines recommandations sont purement de l'équipe des consultants tandis que d'autres ont été initialement suggérées ou discutées avec divers informateurs et experts.

Sur base des résultats clés, des informations collectes, les recommandations suivantes ont été formulées :

Recommandations des informateurs

- ➔ Augmenter le nombre d'avocats dans notre communauté ;
- ➔ Je demande à DFJ de faire une AGR pour les victimes, aussi s'asseoir avec les victimes pour échanger quelques expériences ;
- ➔ Nous remercions DFJ et nous souhaitons le plaidoyer concernant l'exécution au civil des jugements obtenus dans le cadre des dossiers suivis en justice ;
- ➔ Que la DFJ organise des réunions de rencontre avec les victimes pour échanger sur leurs préoccupations.

Critères d'évaluation	Recommandations	Parties prenantes concernées	Calendrier suggéré
<p>Conclusion générale</p>	<p>Une approche holistique</p> <p>Le projet s'est focalisé uniquement sur la prise en charge juridique ce qui est déjà bien 'la justice guérit' dit-on, mais il est impossible d'arriver à cette guérison complète en se concentrant uniquement sur l'approche juridique sans considérer les questions médicales, les questions psychologiques et des questions économiques, ils sont un tout, ignoré l'approche seraient amputé,</p> <p>Un indispensable et solide travail en réseau</p> <p>Pour appuyer cette approche holistique même avec un budget réduit, il était possible d'y arriver en gardant un contact permanent avec les autres partenaires intervenants VBG dans la zone VBG qui offrent les autres services complémentaires aux femmes et filles victimes de VBG</p> <p>L'utilisation des leaders communautaires influence les communautés à accepter les changements et à les rendre plus durables</p> <p>Les hommes sont des parties prenantes et incontournables pour violences faites aux femmes et aux filles</p> <p>Les différents niveaux administratifs doivent se soutenir pour que les violences soient combattues au mieux (tous les acteurs ont un rôle à jouer)</p> <p>Les VFFF ont plusieurs visages et parfois on a l'impression de faire mal aux communautés quand on touche certaines formes de violences ignorées par la communauté</p>	<p>Communauté, DFJ, Dirigeants, etc.</p>	<p>Le plus tôt possible</p>










	Il est recommandé que la DFJ se rapproche de la coopération suisse à Bukavu ou bien au Burundi car depuis plus de 10 ans, elle soutient un projet régional d'approche psychosociale communautaire de lutte contre les VBG avec des activités et un système de M&E remarquable pour la RDC dans la province du Sud Kivu avec entre autres l'association RFDP.		
Efficacité	Renforcement du pouvoir des femmes et économique, contrôle des ressources et moyens de production.	DFJ dans ses futures interventions	Le plus tôt possible
	Recruter les psychologues cliniciens afin que ces derniers forment les assistants psychosociaux pour la prise en charge psychosociale des survivantes.	DFJ dans ses futures interventions	Le plus tôt possible
Pertinence	Mettre en place le service d'accompagnement médical et psychosocial tout en restant en étroite coordination avec d'autres intervenants proposant ces services. Initiera aussi un mécanisme de suivi des dossiers jusqu'à obtenir réparation.	DFJ dans ses futures interventions	Le plus tôt possible
Efficienc	Développer les supports et outils pédagogiques nécessaires pour soutenir la communication et l'engagement et les traduire en langue locale afin de permettre aux bénéficiaires de bien comprendre les thématiques enseignées. Cela fera gagner du temps et de l'énergie pour celles et ceux qui les exploitent dans les communautés partenaires. Renforcer l'utilisation des matériels didactiques et servir des adoptants précoces pour mieux encourager celles et ceux qui débutent.	DFJ dans ses futures interventions	Le plus tôt possible

Durabilité	De la conception de projet définir une stratégie de sorti efficace et réalisable et dotés des AGR aux femmes victimes de violences sexuelles pour le permettre d'être autonomes.	DFJ dans ses futures interventions	Le plus tôt possible
Impact	Continuer à coopérer avec les autorités locales pour qu'il sensibilise les hommes et femmes d'avantage, pour atteindre les autres membres de la communauté les plus conservateurs. Augmenter les nombres des agents avocats et para juristes dans les communautés pour une bonne prise en charge, vu la sensibilité réfléchir à une autre approche des transport et transfert des victimes pour garantir leur dignité, sécurité et leur confidentialité.	DFJ et AUTORITES LOCALES	Le plus tôt possible
Production de connaissances	Les informations recueillies sur terrain montrent à suffisance que la nouvelle approche communautaire a été un élément clé de la réussite du présent projet, il a permis en outre d'utiliser les membres des communautés ce qui a eu un rôle majeur dans l'appropriation du projet, pour pérenniser les résultats dans des projets ultérieurs. Il a été remarqué que les leaders communautaires ont une place prépondérante et un grand pouvoir d'influence dans leurs communautés, de la conception des nouvelles interventions intégrant des approches communautaires vous recommandons. De préparer plus d'avantages financiers à leur accorder de quoi plus les mobiliser et les impliquer Quand Coutumes sont contraires à la loi du pays ne pas les brandir cette opposition au plus vite au risque d'attirer une méfiance et désapprobation de ces dirigeants et leaders communautaires mais penser et œuvrer	DFJ et autres partenaires intervenants	Futur projet

	<p>avec un échange de regards dans le temps avec une dynamique ferme vers l'application de la loi nationale.</p> <p>Les autorités doivent maintenir une communication rigide avec eux surtout quand des Coutumes sont contraires aux lois, tout en présentant les raisons de vos approches avec douceur et profond respect</p> <p>Dans certains contextes la population a des besoins de base qui doivent être répondus, tenir compte des contextes où on doit exécuter les activités et si possible rassurez-vous que le besoin de base soit bien comblé avant</p> <p>Beaucoup d'hommes pensent que quand le pouvoir économique des femmes augmente cela devient une menace pour eux, de ce fait Engager d'avantages des hommes de manière globale dans la mise en œuvre de projet et autant pour les femmes qu'ils aient une autonomie financière</p> <p>Ce projet a suffisamment donné une espérance réelle pour les femmes et le voir terminer de cette façon peut créer une certaine terreur au sein de la communauté.</p> <p>Veillez à ce que les futures interventions de DFJ soient abordées de manière plus élaborée, avec l'appui du donateur pour la mobilisation des fonds pour la continuité des futures interventions.</p>		
Égalité des sexes et droits humains	Augmenter le nombre des volontaires, des mobilisateurs et vulgarisation des lois sur les droits des femmes et la lutte contre les VSBG.	DFJ	Futur projet
	Identifier les obstacles et organiser des dialogues en faveur des hommes comme les leaders et coutumiers pour leur transformation de la masculinité positive ;	DFJ et AUTORITES LOCALES	Le plus tôt possible

	Le plaidoyer du gouvernement national et les ONG internationales dans le cadre de lutte contre les VSBG.	Cluster VBG, Autres partenaires internationaux, Gouvernements	Le plus tôt possible
--	--	---	----------------------

ANNEXES

Tableau No 10	Tableau No 11	Tableau No 12	Tableau No 13	Tableau No 14
Analyse quantitative partenaires Opérationnels	Analyse quantitative L'IMPACT AVEC Bénéficiaires primaires et secondaires	Analyse quantitative USAGERES DES SERVICE JUDICIAIRES Les services juridiques	Analyse qualitative bénéficiaires primaires et secondaires	Évaluation de cadre de résultats et indicateurs du projet
 _QUESTIONNAIRE_K OBO_Questions ouv	 0002_QUESTIONNAIRE MESURE DE L'IMI	 0003_QUESTIONNAIRE USAGERES DES S	 DFJ_analyse qualitative.docx	 C23_COD_DFJ_Evaluation du cadre des
Les outils de collecte des donnes	 C23_COD_DFJ_Les% 20outils.docx	TdR de l'évaluation finale externe	 C23_COD_DFJ_TdR_Evaluation finale ext	
Plan de travail de l'évaluation finale externe	 C23_COD_DFJ_Plan de travail détaillé_Ev	Cadre des résultats extrait du rapport final du projet	 C23_COD_DFJ_Final Report_Cadre des ré	

NOMBRE TOTAL DES BÉNÉFICIAIRES TOUCHÉS PAR LE PROJET

NOMBRE	
Travailleuses domestiques	
Travailleuses migrantes	
Femmes activistes en politique / défenseuses des droits humains	
Travailleuses du sexe	
Réfugiées / femmes déplacées / demandeuses d'asile	
Femmes autochtones / issues de groupes ethniques	
Lesbiennes, bisexuels et transgenres	
Femmes/filles atteintes d'un handicap	
Femmes/filles vivant avec le VIH/SIDA	
Femmes/filles victimes de violence	2450
Femmes détenues	

Femmes et filles en général	
Les femmes et filles ayant bénéficié de l'assistance juridique et judiciaire.	1650
Les femmes et filles membres des ménages des hommes et garçons ciblés par les dialogues sur les genre et masculinités	5760
NOMBRE TOTAL DES BÉNÉFICIAIRES PRIMAIRES TOUCHÉS	9880
Membres d'organisations de la société civile	4
Les hommes et garçons ciblés par la campagne sur les genre et masculinités	22976
Les femmes et filles ciblés par la campagne sur les genre et masculinités durant les 16 cycles des dialogues réalisés au cours du projet	23040
Membres d'organisations communautaires	3
Membres d'organisations confessionnelles	
Professionnels de l'éducation (enseignants, éducateurs)	
Fonctionnaires (décideurs, personnes chargées de mettre en oeuvre les politiques	1216
Professionnels de la santé (médecins, personnel infirmier)	
Journalistes / Médias	
Juristes (avocats, procureurs, juges)	6
Hommes et/ou garçons	
Parlementaires	
Employeurs du secteur privé	
Travailleurs sociaux	
Personnel en uniforme (police, armée, maintien de la paix)	
Autres (préciser ici :)	
NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES SECONDAIRES	47242
Autres (total uniquement)	548
GRAND TOTAL	57670

DYNAMIQUE DES FEMMES JURISTES – DFJ

043, Avenue Pélican, Q. Les Volcans

Goma, République Démocratique du Congo

www.dfj-rdc.org

coordination@dfj-rdc.org

+243998091890

Consultant évaluateur : SCAAFI

E-mail : directionscaafi@hotmail.com

Skype: SCAAFI

(+243) 89 63 98 098 (RDC)

(+257) 68 69 86 55 (Burundi)

(+250) 79 10 97 930 (Rwanda)